rendez-moi mon slip !

témoignages de la répression
policière et judiciaire
dans le cadre de la lutte à Bure
(2017-2021)

En réunissant ces témoignages, à la veille du procès, nous avons souhaité faire entendre les voix de celles et ceux qui ont été confronté·e·s, de près ou de loin, à l'enquête pour « association de malfaiteurs », à Bure, entre 2017 et 2021.

Ces voix parlent de doutes et de peurs mais aussi de force collective retrouvée jusqu'au fond du gouffre. Elles racontent les mauvais rêves, les contrôles, les perquisitions, les arrestations, les auditions, tout comme les apprentissages, les prises de conscience et les gestes de résistance.

On y évoque la prison, le téléphone, les ordinateurs, des jeeps dans les champs, une histoire d'amour, une malle à costume, des ADN, un slip… Et puis des flics, des flics et encore des flics, qui passent incessamment et, souvent, ne disent même pas bonjour.

Beaucoup de ces témoignages ont dû être raccourcis pour tenir dans ce livret. On tient à s'excuser auprès de leurs auteur·ice·s pour nos découpages parfois arbitraires : promis, on a fait au mieux !



IL N'Y AURA JAMAIS D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS RADIOACTIFS
NI À BURE
NI AILLEURS

avant-propos

L'histoire d'une répression ne saurait s'écrire qu'au pluriel. Car au-delà des dates, des faits et des chiffres qu'on égrène religieusement, de dizaines de milliers de pages en années d'écoute cumulées, il y a quelque chose d'irréductiblement singulier dans la manière dont chacun·e vit ce genre d'épisode.

Qu'est-ce qui fait qu'un·e tel·le racontera sa perquisition le sourire aux lèvres, et tel·le autre en pâlissant ? L'héroïsme, ou n'importe quelle autre prétendue vertu virile, n'a rien à y voir. La répression traverse chaque corps de manière différente et entre en résonance avec les histoires de chacun·e : ai-je eu à redouter la police depuis mon plus jeune âge, en raison de mes origines ou de mon appartenance sociale ? Suis-je bien entouré·e ? Puis-je parler de mes activités politiques autour de moi ? Un casier judiciaire m'empêcherait-il de mener certaines de mes activités ? Ai-je eu le temps de me préparer mentalement à la situation ?
Ces questions — et mille autres — dessinent des trajectoires individuelles singulières, qui se croisent, frôlent, traversent, ou heurtent de plein fouet un agenda politique répressif. Et chacune d'entre elles dit, à sa manière, un morceau de notre histoire.

Ce livret a été mis en page et imprimé dans une certaine urgence durant les journées orageuses de mai 2021 afin d'être diffusé lors du procès de Bar-le-Duc, les 1, 2 et 3 juin.

Il regroupe des textes déjà parus et d'autres — la plupart — recueillis suite à un appel à témoignages lancé à cette occasion. Tous n'ont pas pu être publiés ici en entier mais ils seront disponibles sur internet à l'adresse : noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org

Ces textes sont variés et nous n'avons pas voulu les uniformiser. Certains utilisent l'écriture inclusive, d'autres pas. Certains sont anonymes, d'autres signés, d'une initiale ou d'un nom complet. Certains ont été construits patiemment, en pesant chaque mot avec minutie, d'autres sont des retranscriptions d'entretiens oraux.

Rendez-moi mon slip !,
première édition, mai 2021,
libre de droits et disponible en
téléchargement sur :

bureburebure.info
noussommestousdesmalfaiteurs.noblogs.org

Ce recueil n'est pas complet et ne pourra jamais l'être. Pour ajouter vos mots à ceux qui figurent ici ou nous adresser vos remarques :

123temoignage[at]riseup.net

Et pour savoir comment soutenir les personnes visées par la répression à Bure — financièrement, entre autres, car ça coûte beaucoup d'argent ! — il y a le site de l'association Cacendr :

cacendr.noblogs.org

papotaient entre elles. Une situation somme toute assez habituelle dans cette maison qui se reconfigure constamment, au gré des envies et des ambiances. Ce qui pourtant était saisissant dans ce tableau, ce sont ces visages souriants de personnes qui ont été permanentes de la maison il y a 10 ans, 6 ans, 4 ans... tous ces visages de la lutte qui m'étaient familiers il y a 5 ou 6 ans, lorsque j'ai découvert Bure. Et qui là, comme dans un saut temporel, se retrouvaient à nouveau, 4 ans plus tard, toutes ensemble, pour reprendre la lutte là où elles l'avaient laissé, par fatigue, par colère, par rancoeur, par nécessité, du fait de la répression et des désaccords internes. Plus trace sur les visages de ces douleurs et déceptions qui nous ont traversé longtemps, juste une joie sincère et touchante de se retrouver là, avec tous ces liens profonds que la lutte et l'amitié ont tissé entre nous. Des larmes d'émotion, des étreintes, des regards complices, tout ce que nous avions cru un temps détruit et perdu à jamais. Le retour à la maison après une longue absence ...

Je ne sais pas si nous y avons gagné de la sagesse, mais ce qui est certain, c'est que la répression n'a en rien entamé nos amitiés et affections et qu'elle a agi comme un puissant révélateur de leurs intensités. Il faut avoir peur de la répression, c'est même sain, mais que ça ne tue jamais en nous le sens et l'envie de lutter, il est pour moi tout entier dans cette intensité incomparable de ce qui nous unit. Je ne pense pas qu'il nous soit donné dans beaucoup d'autres contextes de l'existence de vivre une telle intensité de vie. Et si la répression a ça d'insidieux qu'elle dévore nos espoirs et nous accule à la désespérance et la renonciation, c'est la richesse colorée, la sincérité et la profondeur de ce que nous édifions dans les relations entre nous qui agit comme une forte lueur qui tient en respect les ombres lorsqu'elles tentent de nous cerner.

La répression peut pulvériser nos outils, déraciner nos ancrages, mettre à bas tous nos édifices, elle ne pourra jamais ôter en nous le souvenir de ce que nous avons construit et semé, la certitude que ensemble nous en sommes capables. Lorsqu'elle nous disperse, elle ne peut nous empêcher d'emporter avec nous ce que nous avons appris et l'envie de le faire germer ailleurs, plus tard, autrement, en le nourrissant des expériences dures ou belles que nous avons accumulées entre-temps.

Un·e des mis·e·s en examen,
février 2021.

Pendant les trois années qu'a duré l'instruction pour association de malfaiteurs à Bure, certaines personnes ont trouvé les mots et le courage pour témoigner ; ou simplement s'en sont vu offrir l'occasion. Ce livret entend offrir une caisse de résonance pour d'autres voix, mettre en lumière d'autres trajectoires. Car cette enquête n'a pas atteint que les dix mis·e·s en examen, loin s'en faut. Habitant·e·s du territoire, engagé·e·s ou non, dans la lutte contre Cigéo ; ami·e·s d'opposant·e·s au projet, parents, amant·e·s ; participant·e·s et partisan·e·s de cette lutte, de près ou de loin… La répression policière et judiciaire s'est invitée dans nos vies, elle s'est imprimée en beaucoup d'entre nous, d'une manière qui nous est à chacun·e propre et intime.

En vue du procès pour association de malfaiteurs, les 1, 2, et 3 juin 2021, au tribunal de Bar-le-Duc, là où beaucoup de choses se sont déjà passées, nous avons souhaité proposer à celles et ceux qui ont été touché · e · s, de s'exprimer, de raconter, de partager, de laisser imaginer, de faire entendre, de manière sensible et palpable, ce que c'est, ce que cela peut être, ce que l'on cherche à nommer derrière les termes parfois galvaudés de « surveillance policière », « répression judiciaire », « épée de Damoclès », « militarisation du territoire »...

De cette manière, nous aimerions aussi montrer à celles et ceux qui pensent qu'« on a toujours ce qu'on mérite », que la réalité n'est ni si manichéenne, ni si simple, ni si juste. Bien au contraire : elle peut être complexe, ambigüe, paradoxale, injuste.

Mais pour cela, nous n'argumenterons pas. Nous donnerons simplement à entendre des voix.

1 rendez-moi mon slip !

Je n'ai jamais été très pudique, heureusement. En fait, je crois que le keuf chargé de me foutre à poil était plus gêné que moi, c'était presque mignon ! Il faut dire aussi que, pendant les 48 heures qu'on a passées ensemble, il n'en menait pas large : sa boss critiquait tout ce qu'il faisait, tout le temps. On en a même parlé à la pose déj, tiens… « C'est toujours comme ça quand on travaille avec des femmes » qu'il m'a dit. Bien joué, mon vieux, t'as vu qu'il y avait un problème avec ton taf mais t'as juste pas encore compris lequel, on dirait. Ça m'apprendra à parler avec un keuf.

Voilà le pauvre homme avec mon caleçon à la main. Et ledit caleçon finit sous scellé pour recherche d'ADN. Le lendemain, on saisit la cuillère en plastique avec laquelle j'avais le privilège de déguster un infect taboulet du supermarché : on cherche donc toujours les précieux brins de la double hélice censée parler à ma place. « C'est qu'il y avait deux ADN sur votre caleçon », me dit l'OPJ[1] goguenarde. Très élégant, merci !

Bref, toujours pas d'acide désoxyribonucléique sur ma cuillère : il faut croire que j'avais résisté à l'envie de me gratter les gencives avec. Donc un mois plus tard, nouvelle perquisition chez moi, et rebelote : mise à nu, saisie des vêtements.

Ce coup là, il y avait une belle chemise en lin trouvée dans le freeshop de BZL [la Maison de résistance, à Bure], et un « pantalon de pêcheur » en coton qu'une ancienne amoureuse m'avait ramené de Thaïlande — j'y tenais beaucoup.

Le plus terrible dans cette histoire, c'est que c'est à partir du jour où ils ont enfin eu mon ADN qu'ils m'ont foutu la paix : j'imagine que ce précieux bout de mon identité biologique — que j'ai tout fait pour ne pas leur laisser — a paradoxalement servi à me disculper. Sacrée ironie, non ?

Le temps aidant, j'ai pu mettre tout ça derrière moi. Mais j'attends toujours qu'on me rende mon slip.

1. Officière de police judiciaire

la parole. Quelques jours après c'est un autre ami qui m'appelle pareillement. Puis le silence qui nous rattrape, une euphorie qui cède rapidement la place à une angoisse. Et en en rediscutant plus tard avec les autres, je me rends compte que nous avons partagé cette angoisse, comme si d'un seul coup, une sorte d'arc tendu en nous s'était détendu brutalement, que notre être avait besoin de s'effondrer après avoir si longtemps vécu dans la tension invisible d'une attention permanente portée à l'interdit. La fatigue qui suit une bataille qui se termine, et lorsqu'on ressent que la lutte sera encore longue.

Puis vient ce moment que je voulais décrire, mais qu'il serait difficile de traduire sans ce qui a précédé.

Ce moment où timidement nous refaisons des pas les un·e·s vers autres, comme des aimants qui s'attirent irrésistiblement. En l'espace de quelques jours, la plupart d'entre nous se retrouvent, se prennent dans les bras comme au retour d'un très long voyage. Il y a peu d'intensités dans la vie qui traduisent ces effusions, ce qui passe d'un corps à l'autre lorsqu'ils ont été si longtemps défendus d'entrer en contact. Cette seule étreinte est un défi lancé à l'adversité qui semble dire : il n'y aura jamais de distance assez grande pour distendre ce que nous avons partagé et vécu ensemble.

Lorsque je suis revenu pour la première fois à la Maison de résistance, il y a une semaine et demie, nous sommes arrivé·e·s à trois en même temps et avons passé cette porte que nous n'avions plus passée depuis deux ans et demi, et que nous avions pris des milliers de fois auparavant. La chaleur de la cuisine, les sourires heureux de nous voir de celleux qui mesurent l'intensité symbolique incomparable de cet instant, et de celleux, ignorant·e·s, curieux·ses qui nous regardent comme des étrangers, des visiteurs nouveaux comme il y en a tant qui passent le seuil de cette maison. Un élan irrésistible nous pousse à explorer attentivement chaque pièce, retrouver chacun de ces endroits où nous avons vécu, nous réapproprier émotionnellement ce nouvel espace qui a continué à évoluer et vivre sans nous. On pourrait s'attendre à ce qu'un siècle semble s'être écoulé pour nous, mais étrangement c'est comme si nous étions là avant-hier, que nous nous étions absenté·e·s quelques heures avant de revenir.

Le week-end dernier une réunion avait lieu à la Maison de résistance. Dans la cuisine, le collectif de la Marmijotte préparait à manger ; dans la salle multi-activités une trentaine de personnes

in extremis de la voiture, pour céder ma place à une fête... Une autre fois c'est l'une ou l'autre qui me cède sa place dans une conférence ou un bar. Constamment nous avons cette conscience d'un territoire plus ou moins étendu où évoluent celles et ceux que nous n'avons plus le droit de rencontrer. De façon étonnante, nous sommes plus connecté·e·s que jamais dans cet effort de ne pas mettre en difficulté l'autre, ne pas surgir dans son environnement de façon impromptue. Et lorsque nous choisissons de repousser les frontières de l'interdit, de nous croiser dans des espaces peuplés, nos regards sont sans cesse en quête de la présence des autres, nos trajectoires se reconfigurent constamment en prenant en compte celles des autres, pour ne pas s'approcher, ne pas risquer de pouvoir apparaître ensemble dans le champ d'une même photographie que prendrait un témoin invisible, malveillant ou ignorant. Nous inversons nos positions, dans les cercles ami·e·s, dans les files d'attente des cantines, sur les pistes de danse. Et parfois, dans la semi-obscurité, au détour d'un mouvement rapide, nous dérobons un regard complice qui dit plus que mille mot le sentiment qui nous unit et nous renforce, nous nous frôlons, esquissons parfois un pas de danse dos à dos avant de nous échapper à nouveau. Chacune de ces miettes de proximité prend une saveur sucrée, salée, amère, acide mais tellement précieuse.

Dans toutes ces foules, seul·e·s quelques ami·e·s perçoivent ces miettes dérobées et les savourent avec nous avec des sourires complices sans les trahir. C'est un secret qui nous unit, un pied de nez constant à la répression qui se cache dans des gestes infimes, presque imperceptibles. La défense collective est déjà là, en ferment, entre nous les mis en examen, mais aussi avec tout·e·s celles et ceux qui font les allers et retours entre nous constamment, pour nous informer, nous permettre de nous parler sans nous parler, nous comprendre sans nous voir.

À l'annonce de la levée des contrôles judiciaires, c'est un immense sentiment d'incrédulité, après ces innombrables recours et efforts médiatiques, politiques pour les jeter à bas. Le juge nous a simplement libéré·e·s, comme il nous avait enfermé·e·s, d'une simple signature d'un papier adressé à nos avocat·e·s.

Une amie m'appelle aussitôt, pour ne pas se laisser le temps de se demander si elle le peut vraiment, si l'information n'est pas erronée, s'il n'y a pas un piège dans cette nouvelle réalité. Et nous parlons longtemps, comme si nous nous étions parlé·e·s hier, avec tellement de choses banales à se dire pour retrouver l'usage de

2

Je n'ai pas envie de me plaindre. Je n'ai pas connu la prison. Je n'ai fait qu'une garde à vue à la gendarmerie de Commercy, où pendant toute une nuit, on m'a refusé cette simple chose qui permet de vivre : de l'eau. Je n'ai connu que la menace, pendant des années, d'aller en prison sans jugement, simplement parce que je serais allée dans un village particulier, ou que j'aurais traversé une frontière, ou parlé à une personne, dit bonjour à une personne que j'aimais, serré dans mes bras une personne parce que je ne l'avais pas vue depuis sa sortie de prison. Ou que j'aurais juste évité ou oublié d'aller à une convocation, pour discuter avec un fonctionnaire qui n'a rien à me dire, et qui est payé pour ça. La prison me terrifie. J'ai suivi toutes les consignes du contrôle judiciaire à la lettre, tellement la nuit en garde à vue m'a fait peur. Je voudrais que ce procès soit aussi celui de la prison, la prison n'arrête pas la violence, c'est une violence, une torture psychologique sans nom. Je suis à peu près certaine de devenir folle si j'allais en prison. Pendant ma nuit en cellule, je me suis vue puiser dans tout ce que j'avais de force accumulée, pour ne pas tomber dans l'angoisse d'être abandonnée, oubliée dans ce trou, ce cube en béton sans fenêtre avec son énorme porte métallique, ce désert minéral, cette tombe avant la mort où d'autres avant moi avaient gratté les murs et écrit des messages, pour ne pas se sentir totalement seuls. Je remercie la personne qui avait écrit : « Garde la pêche ». Je ne m'attendais tellement pas à être arrêtée, à cette gloire subite d'avoir une vingtaine de flics rien que pour moi, alors que j'étais dans un pré, au soleil, en train de faire un atelier clown avec des amis. Je savais que d'autres militants avaient été arrêtés avant moi, mais c'était tellement évident pour moi que je n'avais rien fait de mal, qu'au contraire j'avais milité contre la violence, contre les souffrances qui pourraient être évitées avec un système social moins pourri.

« GARDE LA PÊCHE »

Apparemment, du point de vue de l'état, c'était moins évident. Quand on m'a signifié mon arrestation pour violences, ça m'a paru tellement absurde, et puis je me suis mise à pleurer, en me sentant comme la petite fille que je suis toujours, celle que des hommes suivaient dans la rue et agressaient. Elle est où la violence, merde ! Une fille sur cinq, un garçon sur treize, subit des violences sexuelles avant dix-huit ans, et il n'y a aucun flic pour empêcher ça, alors il faut peut-être autre chose que des flics et de la taule, parce que ça sert à rien ! Pendant que je parle, une petite fille se fait violer par son père, son oncle, un ami de la famille, pendant des années, parce que ces gens-là se sentent le droit de le faire, ils savent que la société, et notamment la justice, va les protéger même de la honte. « Tout le monde fait ça. », comme l'a si bien dit Olivier Duhamel quand on l'a accusé d'avoir violé son beau-fils de 14 ans. Par contre, militer contre le nucléaire, tout le monde ne fait pas ça… essayer d'empêcher que se reproduise un massacre industriel comme Tchernobyl, manifester en noir et en violet à paillettes, ça, ça vaut le coup de payer des impôts pour qu'il y ait des flics, des juges, des conseillers pénitentiaires et des greffiers qui s'occupent de ça pendant des années ! Pour le nucléaire, comme pour le viol, il fallait briser le silence. Seule la parole peut empêcher la violence massive, systémique, de se reproduire de génération en génération. Et c'est notre parole aujourd'hui qui est devant les tribunaux, pas les pétards et les cailloux, pas les panneaux de signalisation et les clôtures pliés. C'est le fait que nous avons osé parler de la violence invisible du nucléaire. Et que nous en avons eu marre de demander poliment à l'état d'arrêter de faire de la merde.

3 TROIS JOURS SINGULIERS

Des coups sourds, inhabituels, me tirent de mon sommeil ; ce n'est pas le chat, pas les enfants, pas un avion, pas un orage, ça ne ressemble à rien de connu ; mon compagnon n'a pas bien entendu. Il est 6h passées. Il fait beau on dirait.

Je descends au rez-de-chaussée.

À la porte, deux hommes et une femme en habit bleu marine, je mets du temps à capter, je dois leur ouvrir la baie vitrée. La femme brandit un papier, parle fort et sévère, me dit qu'ils vont entrer dans la maison, perquisitionner et m'embarquer. J'entends sans y croire les mots de malfaiteur, violence, produit incendiaire, je demande des explications : on me dit que je vais vite comprendre.

Mon compagnon descend, un peu ahuri, il proteste vivement ; mes enfants, de jeunes adultes venus passer quelques jours à la maison arrivent aussi, effrayés. Je tente de les rassurer, ça va aller.

Ils·elle visitent partout, fouillent, tirent des bouquins de la bibliothèque, exigent qu'on leur remette tout ce qui a trait au numérique : ordinateurs, cartes mémoires, téléphones, appareils photos, et même la box qu'ils vont débrancher et confisquer. Je leur demande de laisser les ordis de mes enfants, ils n'ont rien à voir ; ils les inspectent brièvement.

À partir du moment où ils sont entrés, je ne suis plus jamais seule, pas de

champs de force qui nous repousseraient mentalement, ôtant à la longue en nous jusqu'à l'attrait d'y aller. De fait, lors de la levée des contrôles, il nous a fallu, à plusieurs d'entre nous, retrouver la raison de nous rendre là où pourtant nous avions vécu mille choses heureuses et moins heureuses qui nous habitent. À l'un d'entre nous, interdit de département, il a d'abord fallu plusieurs jours pour se rappeler la raison qu'il aurait de se rendre dans ce territoire où pourtant il vivait depuis plusieurs années avec de nombreuses amitiés. À l'ensemble d'entre nous, il a fallu plus d'une semaine avant de formaliser l'envie et vaincre l'appréhension de se rendre à Bure.

De même, il ne nous semble toujours pas naturel de nous écrire entre nous sans passer par une tierce personne, interdit·e·s d'entrer en contact les un·e·s avec les autres depuis deux ans et demi. C'est sans doute ce dernier interdit qui est le plus difficile à appréhender si on ne l'a pas vécu. Le jour où le juge a prononcé cet interdit, nous nous parlions sur un banc du tribunal après une garde à vue interminable, sincèrement heureux de nous retrouver malgré l'incongruité du moment, et nous savions que chacun·e d'entre nous aurait l'interdiction de s'adresser à l'autre de quelque manière que ce soit, dès lors qu'il ou elle ressortirait du bureau du juge.
Et c'est ainsi qu'en passant et repassant une porte nous avons soudainement cessé de nous adresser la parole, de nous approcher à moins de dix mètres l'un·e de l'autre, de nous dévisager même. Nous avions intériorisé le contrôle, non pas forcément pour nous préserver nous-mêmes, mais également chacun·e des autres : nous étions dès lors lié·e·s entre nous par la conséquence de nos actes bien plus que jamais auparavant.

Il est étonnant de se rendre compte de la vitesse à laquelle notre cerveau intègre ces nouvelles distances qui s'imposent, comment dès lors nous n'avons eu de cesse de danser un ballet silencieux et invisible entre dix personnes liées entre elles d'abord par une lutte puis une instruction. Je me rends à tel endroit, les ami·e·s me disent qu'untel ou unetelle s'y trouve, je redescends alors

judiciaires

⑳ l'histoire de la fin

Comme on raconte souvent de la répression ce qu'elle peut avoir de difficile, de dommageable et d'insidieux pour nos vies, je me suis dit qu'il y a aussi l'autre histoire à raconter, de temps en temps, celle, profonde et belle, des amitiés que nous lui opposons. Aussi je voulais raconter l'histoire de la fin de nos contrôles judiciaires et de nos retrouvailles, parce que pour moi, elle donne tout son sens à la raison que nous avions de lutter avec autant de persévérance.

Le contrôle judiciaire et la surveillance sont difficiles à décrire pour qui ne les vit pas, sans doute comme toute expérience intense de vie l'est pour qui ne l'a pas vécue dans son être et ses chairs. Il faut s'imaginer une nouvelle dimension qui s'ajoute à nos cinq sens, comme un sixième sens qui nous met constamment en alerte et nous fait nous attarder sur chaque détail de notre environnement, nous demander si telle ou telle chose et personne a une explication rationnelle à occuper l'espace qu'elle occupe, à s'y mouvoir de la façon dont elle se meut, à nous dévisager, à ralentir ou accélérer, à se perdre dans la contemplation du ciel ou de ses pieds. Mais ce n'est pas forcément une tension, davantage une attention qui devient même inconsciente dans la durée, un sens qui enregistre imperceptiblement le diable qui se cacherait dans les détails et pourrait à tout moment interrompre le fil de nos pensées et de nos faits et gestes si une incongruité était relevée. Ce qui peut être oppressant ou entêtant durant un temps devient progressivement une attention supplémentaire portée à tout ce qui nous entoure.

Le contrôle judiciaire c'est comme un filtre qui vient s'ajouter à cette conscience de la surveillance que développe chaque personne qui milite, tôt ou tard ; c'est comme une cartographie émotionnelle qui se superpose constamment à notre perception de l'espace. Une psychogéographie constante de l'interdit qui redessine les possibilités de mouvement en dessinant des murs et des frontières invisibles un peu comme le fait le couvre-feu ou le confinement pour des milliards d'humains depuis quelques mois. Il y a les endroits où on ne peut plus aller, qui ressemblent à des espaces dotés de

de nos contrôles

douche, pas de toilettes, je m'habille sous les yeux de la femme qui m'a suivie dans la chambre. Déjeuner ultra bref, on doit aller aussi à mon bureau en ville. La panique me gagne alors. Je partage mes locaux avec d'autres professionnels. Je vais les mettre en grave difficulté. Je réalise que je ne maîtrise plus rien, je bascule dans un monde qui a perdu toute logique.

Deux gendarmes m'accompagnent, le troisième reste à la maison. Il est 7h, il n'y a personne encore au bureau heureusement. Ils m'emmènent direct à mon espace, ils ont dû faire du repérage avant, comment, je ne sais pas. Ils fouillent à nouveau et emportent tout mon matériel : ordinateur, téléphone, supports numériques, des papiers. Rien chez les collègues, je suis soulagée. On repasse à la maison, je vois brièvement ma famille, je sens une immense inquiétude en eux, un désarroi total. Je leur redis, ça va aller. Un gendarme explore le garage, demande le pourquoi d'une plaque d'immatriculation accrochée au mur et la raison d'un bidon d'essence. « C'est pour la tondeuse, c'est un crime ? », dit mon compagnon.

On part ensuite pour la gendarmerie, à quelques nn. Je suis obsédée par l'idée que je n'ai plus d'outil de travail. Mes travaux en cours, urgents à rendre, mes clients ne vont pas comprendre, je vais les mettre en galère, c'est pour moi inimaginable.

20 juin 2018. Un trou vertigineux s'est ouvert dans mon quotidien bien réglé, dans celui de mes proches aussi, un de ces instants qui vous fait comprendre à jamais le sens du mot « choc ».

J'avais déjà été interrogée une demi-journée l'année précédente, bottant en touche aux questions sur la lutte anti-Bure. Le jeu de rôle entre le flic un peu rond et sympa et celui plus sec qui vous met la pression, « comme dans les films », était palpable. J'en avais ri après. Un des interrogateurs avait conclu qu'en me taisant de la sorte j'allais « partir avec l'eau du bain ». Ce jour-là, je comprends que je suis dans le bain.

Empreintes, ADN, photos sous tous les angles, je n'arrive toujours pas à saisir ce que je fais là. L'interrogatoire commence et dure toute la journée. Je suis fatiguée, j'ai chaud et soif. Je suis entièrement obnubilée par mon travail en panne, les échéances que je ne tiendrai pas. Mon ordinateur est entre leurs mains, le troisième gendarme qui semble être un spécialiste en informatique passe de temps en temps, il doit être en train de le décortiquer dans la pièce à côté. Je répète en boucle, laissez-moi sortir, que je règle mes affaires professionnelles, vous ne vous rendez pas compte et je reviens après si il le faut. Ils me

disent que mon boulot, ce n'est pas le sujet du jour. La menace, sous-entendue, de ne jamais revoir mon matériel, ne me quittera pas. Et puis à un moment donné, l'un d'entre eux ajoute, vous verrez, demain, on va rentrer dans le dur.

Dans la journée on m'a fait sortir dehors, pour m'aérer dans une cour, mais surtout je vois au loin un copain menotté, avec deux gendarmes. Est-ce fait exprès ? J'ai un coup au cœur. Je ne comprends pas, je ne sais pas encore que nous sommes au moins une dizaine à avoir été ainsi extraits de la normalité et plongés dans l'inconnu. Le soir on m'emmène à la cellule dans laquelle je vais passer la nuit. Là je panique à nouveau, c'est exigu, tout en béton, un pavé de verre dépoli inatteignable pour laisser passer juste un peu de jour, mais comment rentre l'air, des toilettes à la turque, une porte blindée de verrous. Je supplie, ne m'enfermez pas là-dedans, ma tendance claustrophobique me submerge. Le gendarme boucle la porte. Je tourne en rond dans cette pièce absurde, je pousse les murs, les idées s'affolent, je pense aux miens qui ne doivent rien comprendre, je ne fermerai pas l'œil.

La porte s'ouvre le matin, je ne sais à quelle heure, car je n'ai plus aucun repère horaire. Je suis en apnée, l'homme me sort en vitesse, m'emmène dans la cour ; je respire.

On me laisse entendre que je ne suis pas la seule, que nous sommes plusieurs à être « pris » dans cet engrenage, un coup de filet pas commun visiblement, mais je ne sais pas qui en est. C'est insupportable. Je pense à une amie, qui a des soucis de santé. Un sentiment d'irréalité me submerge.

On me dit que des copain·e·s on chanté devant la gendarmerie le soir précédent, m'apportant une pizza que je n'ai pas vue. Il y a un monde dehors encore, humanité et merveilleuse solidarité militante.

Les questions s'enchaînent, je découvre avec effroi que depuis des mois, toute ma vie est filtrée, écoutée, scannée, infiltrée, interprétée : téléphone, mails, réunions, déplacements… Tout ce que j'ai dit, pensé, râlé, apprécié, enguirlandé, ri ou jugé. J'entends des noms de copains et de copines. Je dois parler, mais de quoi bon sang. On me retrace des conversations, j'ai dit ou j'ai pas dit ça, c'est bien vous qui parlez là non ; des déroulés de réunions ; des coups de gueule. La vie quoi, celle de toute communauté de personnes d'âges divers, opinions différentes et expériences de vie multiples, et qui tente de mener au mieux cette sacrée lutte qui les réunit. Depuis des années, une bonne partie de mon temps a été consacré à cette cause, via le monde associatif, forcément marquée de fabuleux moments, d'amitiés uniques, de confrontations d'idées entre fortes personnalités, de désaccords et aussi de grandes fractures.

⑲ rendez-moi mes amis !

J'ai probablement un peu fait le malin parfois : même si je n'ai pas été mis en examen, avoir traversé deux perquisitions, une garde à vue et un contrôle judiciaire, ça donne une petite légitimité militante, une aura de respectabilité. Je me demande même si ça ne pourrait pas servir d'atout drague… !

Mais la vérité c'est que je n'en menais pas large. Peur des bruits dans l'escalier, peur du téléphone, peur des contrôles d'identité. Cauchemars de prison, cauchemars de flics. Honte d'imaginer mes conversations intimes entre leurs mains, honte d'avoir pu me laisser prendre à des pièges en garde à vue.

En 2018, quand j'ai cherché un appartement à Paris, j'ai dû dire à mes futures colocs (des inconnues à l'époque), qu'à cause de moi, si elles me prenaient, elles seraient peut-être réveillées à 6h du matin par la police. Elles ont dit qu'elles comprenaient, qu'elles étaient prête à courir le risque. On ne se connaissait même pas, et pourtant elles ont accepté tout ça en bloc : c'était beau et courageux. Je ne les remercierai jamais assez !

En repensant à cette anecdote, je réalise que la répression révèle aussi des liens de solidarité indéfectibles : elle en crée certains où on les attendait pas, elle en fait redécouvrir d'autres. C'est pour ça qu'elle ne peut pas nous briser, malgré tout le mal qu'elle nous fait. Du moins tant qu'on ne se laisse pas isoler. Parmi les liens que j'ai redécouvert, il y a tout ceux tissés avec certaines des personnes que j'ai eu interdiction de voir. Pendant ces deux ans et demi, j'ai rêvé d'elles parfois ; j'ai gardé précieusement comme des trésors les photos qu'on me faisait parvenir, les bribes de leur vie, heureuses ou malheureuses ; j'ai savouré chaque regard qu'on échangeait subrepticement en se croisant par hasard.

On a fini par me rendre mes amis en janvier, et maintenant on parle de les envoyer en prison en juin ? Sans déconner, ça suffit. Gardez le casque si vous voulez. Gardez le slip.

Mais rendez-moi mes amis.

que je veux lui faire dire. Je crée les moments où je peux parler spontanément, je ne les saisis plus. N'allez pas croire que je m'empêche de dire des choses « incriminantes en soi » : c'est bien en cela que l'instruction pour association de malfaiteurs est aussi démente. Car toute personne ayant pu participer, de près ou de loin, directement ou indirectement, à des faits que la police qualifie d'illégaux, peut avoir des problèmes. Par exemple, si on établit que j'étais présente, comme des centaines d'autres personnes, à une manifestation non autorisée : de part ma simple présence sur place, alors, je peux avoir des problèmes.

Je n'ai plus envie d'échanger par téléphone, aussi parce que je ne souhaite pas que des conversations intimes soient entendues par quelqu'un d'autre. Il y a quelques jours, je suis sortie faire une promenade avec un ami ; au bout de quelques minutes, je me suis surprise à lui dire : « Ouah, ça fait du bien d'être que tous les deux, je me sens libre d'un coup ! » Ça faisait longtemps que je ne m'étais pas sentie aussi insouciante.

Aujourd'hui, quand on pense à certaines périodes de l'Histoire, ou à certains évènements passés, il arrive qu'on se demande comment cela a pu arriver : pourquoi, à cette époque, celles et ceux que l'on nomme « les gens », n'ont rien dit. Parfois, je me dis que, peut-être, plus tard, quand on racontera ce qu'on est en train de vivre ici, on se posera les mêmes questions : « Quand même, à Bure… comment ont-ils pu laisser faire tout ça ? »



UNE HABITANTE DE MEUSE, OPPOSÉE AU PROJET CIGÉO

Je suis dans un état de totale fatigue, hébétée. On me menace d'une prolongation de la garde à vue ? Je vais être présentée au juge d'instruction le soir-même. Nous allons à la gendarmerie de Bar-le-Duc. Le dispositif policier est démesuré, je vois de loin quelques copains, impossible de communiquer. On monte au tribunal. Un par véhicule, des voitures de flics devant et derrière, des talkies-walkies, des messages tendus. Le mauvais film se poursuit, avec nous, qui sommes juste des opposant-e.s au projet industriel européen le plus dangereux du siècle, mais convoyés tels des criminels définitifs en grande pompe dans la ville.

On m'extrait à toute vitesse, on me fait passer par une petite porte pour rentrer dans le tribunal. Une haie hallucinante faite de silhouettes en noir, armées, robotisées, c'est quoi ce cirque ? Là je me sens revenir un peu à moi. Tout cela est une grotesque comédie visuelle. D'un côté cinq ou six militant·e·s épuisé·e·s et sali·e·s par deux journées de garde à vue, de l'autre des dizaines et des dizaines de représentants de l'ordre, sur-travestis des signes de la force publique. Les moyens déployés vont au-delà du vraisemblable ; en effet on est « rentrés dans le dur », ou comment marquer au fer rouge de la peur toutes celles et tous ceux qui se sont engagés dans cette lutte environnementale hors-norme.

Je vois des copain·e·s dans les couloirs, on ne peut pas se parler. Je vois notre avocat, qui œuvre avec nous depuis des années, il me dit que lui aussi fait partie de la nasse, mais comment c'est possible. Je vois le juge d'instruction, que cherche-t-il. Nous repartons à la gendarmerie. Il doit être 20 ou 21h, ils me disent : on poursuit l'interrogatoire. Une certaine lucidité me fait repérer des erreurs. Je fais remarquer qu'ils se trompent, font des amalgames d'infos, interprètent mal à propos des faits captés au hasard de kilomètres d'enregistrement obscur. Ne vont-ils pas ainsi juste réécrire l'histoire ?

Une vision incongrue me traverse, la cuisine chez ma grand-mère, le vieux hachoir en métal fixé à un coin de table et la pâte uniformisée qui en sortait, faite de matériaux les plus divers et qui me fascinait, enfant. Que va-t-il sortir de cette bouillie pour le coup ?

Je repars en cellule. Une nuit encore sans sommeil, mais j'ai réussi à maîtriser — au moins ce soir-là — ma frousse de l'enfermement, pour cela juste, merci. Je gamberge. Écrabouiller, écrabouiller c'est le mot qui me hante. Écrabouiller la contestation qui dure et ne faiblit pas ; écrabouiller notre volonté d'infléchir ce projet fou et imposé ici ; écrabouiller cette intelligence si belle, renouvelée depuis quelques années autour de Bure ; écrabouiller les rêves d'une jeunesse, entre énergie folle et parfois désespoir, et dont le destin est de plus en plus angoissant sur une planète que nous avons malmenée. Un méga-stockage nucléaire sous terre risque de nous sauter à la figure,

de rayer de la carte une partie du territoire, de pourrir par avance la vie de millions de gens. Pour cela, pas d'inquisition réelle du dossier technique, sociétal ou éthique de Cigéo ; pas de procès par anticipation, l'État avance.

On vient me chercher très tôt. Nous sommes deux à passer ce matin-là au tribunal, le dispositif policier est inchangé. Ils ont dormi là ou quoi ? Je rencontre le juge en fin de matinée, ma garde à vue est levée, je suis mise en examen. Je peux rentrer chez moi. Sonnée, sans mon matériel de travail, sans savoir de quoi la suite « examinée » de ces trois journées invraisemblables sera faite. La vie dans la rue est celle de tous les jours, mais je me sens en marge, déboussolée, il faudra un peu de temps. Le décalage est rude.

Je rentre chez moi. Ma famille a vécu trois jours d'un cauchemar sans nom, coupée du monde, internet entre autres étant parti avec une box « qui raconte un tas de choses, vous n'imaginez pas ». Je vais bien, ils vont bien, nous nous serrons fort.

Je tente de retrouver des numéros et je passe des appels avec un nouveau téléphone que je suis allée acheter vite fait. Des ami·e·s me racontent l'histoire entière, l'ampleur inédite de cette opération de « rafle ». Le soir, deux copains passent, dont un qui sort aussi de garde à vue, pour débriefer un peu. Nous allons sur la terrasse, j'ai l'impression que le monde entier est sur écoute. Mon compagnon nous apporte de quoi nous remonter le moral, une bouteille de vin au nom magique : « Extra-libre ». Et cela nous fait un bien fou.

Il me faut quelques jours pour raccommoder les morceaux de vie d'avant et d'après.

Témoignages de sympathie, un gâteau offert, une orchidée sur mon bureau vide, des tas de gestes chaleureux m'entourent… Impossible de retravailler, je ne sais que raconter pour faire patienter mes clients, je ne leur dirai pas ce qui m'est arrivé ; le mois de démarches et d'attente pour récupérer mon outil de travail est insupportable. Les travaux avortés qui suivent aussi. Pourtant l'énergie est là, je me dis au final que toute expérience a ses bons et ses mauvais côtés, mais renforce par principe les défenses naturelles.

Six mois après, mon second téléphone (et second numéro), réservé à ma vie personnelle, « craquait » lui aussi. Ce son tout particulier qui marquait parfois nos appels militants. À tort ou à raison on plaisantait, tiens on a des invités mystères. Ce soir-là, je discutais du menu de Noël avec ma sœur, un sujet éminemment politique pour sûr. Gavez-vous, mais gavez-vous d'informations culinaires dont vous ne saurez que faire, avons-nous dit. Mais lâchez-nous, lâchez-moi.

Une militante

à quelques kilomètres les unes des autres ; peu importe qu'elles soient pour la plupart amies, amies d'amies, camarades, voisines… Ce contrôle judiciaire prendra effet dès demain. On ne nous donne aucun choix : dès demain, vous devrez changer de vie, et dans cette autre vie, vous devrez renoncer à des lieux, à des amitiés, à des habitudes… Vous le devrez car vous continuerez d'être surveillés.

Depuis la première perquisition, je ne me sens plus vraiment chez moi. Cela a créé en moi des automatismes qui se sont renforcés suite à la deuxième, qui fut plus violente et spectaculaire. Cela fait bientôt un an que j'écoute tous les bruits de pas dans la cage d'escaliers. Lorsque plusieurs personnes marchent d'un pas lourd, je ressens dans mon corps le bruit des bottes : alors je me fige, j'attends ; je suis attentive à ce qu'il se passe. Il m'arrive de me réveiller en pleine nuit lorsqu'un voisin claque une porte. Je sais qu'ils peuvent revenir à n'importe quel moment – et c'est comme si mon corps s'y préparaient. La surveillance ce n'est donc pas seulement des gendarmes qui patrouillent autour de chez soi et qui dissuadent d'en sortir : il y a une surveillance bien plus vicieuse, qui est capable de s'inviter chez soi, et surtout en soi. Une surveillance qui guide les pas, qui donne un rythme et un espace aux pensées, qui les forme et qui construit l'environnement et la façon dont on le perçoit.



Très vite, j'ai commencé à m'imaginer que des micros pourraient être posés chez moi, dans ma voiture, ou dans nos salles de réunion. Lors d'évènements, publics ou privés, il m'arrive de craindre que des personnes qui n'ont plus le droit de se voir se retrouvent par hasard : cinéma, conférences sur Cigéo, grands repas entre amis… Quand on fréquentent les mêmes lieux, les mêmes personnes, quand on habite dans le même département, on sait que cela peut arriver.

Depuis les perquisitions, j'essaye de vivre avec l'idée que tout ce que je dis et ce que me disent les autres par téléphone est peut-être écouté, et pourrait être utilisé pour m'incriminer moi ou quelqu'un d'autre. Je réfléchis désormais à tout ce que je dis, je mesure tout, de façon à ce qu'un propos ne puisse pas être interprété différemment de ce

fenêtre. Un soir d'été, tu manges dans ton jardin avec quelques amis, tu entends deux fourgons ralentir devant le portail : tu te retournes et tu vois, à l'intérieur de la première voiture, quatre hommes armés qui regardent en ta direction. L'un d'entre eux dit, sans trop élever la voix : « Faites gaffe à vous, on vous a prévenu… »

Soit tu essayes de vivre avec ça, soit tu pars… Quand tu peux partir.

Cette omniprésence militaire m'a transformée. J'ai mis du temps à m'en rendre compte. Elle m'a fait perdre toute spontanéité. Quand j'ai envie de sortir faire un tour dans le village, immédiatement, je me demande si je suis prête à me faire suivre, et contrôler ; je me demande quelles rues je pourrais éviter pour être tranquille, au mieux possible. Je me demande aussi si dans ces conditions, cela vaut la peine de sortir. Quand je détermine que oui, ça en vaut la peine, alors je vérifie que j'ai bien ma carte d'identité sur moi, que je ne porte pas d'objet qu'ils pourraient considérer comme une arme. Il y a peu, un ami s'est fait arrêter car il avait un opinel dans sa voiture. Il est ensuite passé en procès, pour cette raison.

Quand je me promène, je ne suis plus sereine. Je deviens attentive à tout ce qu'il se passe autour de moi. Au bruit des voitures, à ce qui bouge au loin. Je sais qu'à tout moment je peux les voir arriver, les voir m'encercler, et être immobilisée dans cette position pendant un trop long moment.

QUAND LA SURVEILLANCE S'INSTALLE PROFONDÉMENT EN SOI

La surveillance policière, ce n'est pas seulement cette présence oppressive et dissuasive que l'on voit et qui s'installe autour de chez soi. Elle peut aussi aller jusqu'à s'immiscer dans ce qu'il y a de plus intime en soi.

En août 2017, j'habite avec quelqu'un qui m'est particulièrement cher, dans une ville située à quelques kilomètres de Bure. Cet appartement nous permet de nous éloigner des patrouilles quotidiennes, dès que nous en avons besoin. Ce qui est, pour nous, salvateur. Néanmoins, nous vivons notre première perquisition en septembre 2017 ; il s'en suivra une autre, accompagnée cette fois d'une garde à vue, le 20 juin 2018. Ces deux perquisitions sont dirigées dans le cadre de la (fameuse) instruction pour « association de malfaiteurs ».

Parmi les personnes arrêtées, plusieurs sont mises en examen. On nous apprend alors qu'un grand nombre d'opposant·e·s au projet Cigéo ont été mis sur écoute ces dernières années. Et que tant que l'instruction sera ouverte, nous resterons placés sous surveillance, et que d'autres personnes pourront être arrêtées. En attendant, les mis en examen ont désormais pour interdiction de se rendre à Bure et autour, et d'entrer en contact avec toutes les personnes ayant été emmenées en garde à vue ce jour-là, qu'elles soient mises en examen ou non, et ce, pour une durée indéterminée. Peu importe si ces personnes habitent

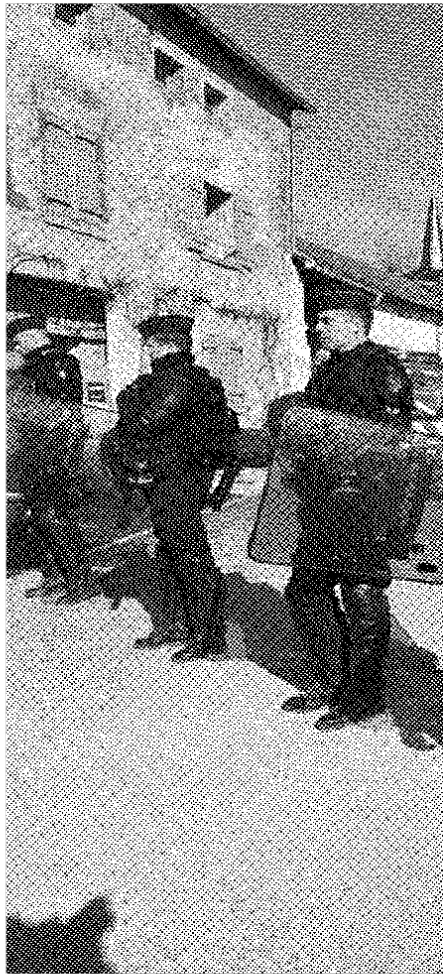
J'ai toujours été antinucléaire

4

mais je n'ai jamais trouvé de point d'ancrage assez solide pour m'y investir concrètement. Jamais avant de rencontrer ce qui se passait autour de ce petit village de la Meuse. C'était en 2014, il se préparait alors un camp antinuke et anticapitaliste qui devait avoir lieu durant l'été suivant sur un terrain situé à l'ancienne gare de Luméville, et c'est comme ça que j'ai vraiment appris en quelques jours tout ce qui se passait là-bas depuis presque vingt ans. Il y avait non seulement un projet inutile et aberrant contre lequel se lever, mais surtout des personnes motivées et chaleureuses, de toutes les générations, qui voulaient construire un nouvel élan à la lutte mais en y associant toutes celles et ceux qui se battaient déjà dans les années 90, bien avant que la ministre soi-disant « écolo » Dominique Voynet ne signe ce fameux décret de création du « laboratoire » en 1999, bien avant qu'on entende parler de Cigéo. Le camp VMC fut un énorme bol d'air pour la lutte et une source d'énergie énorme pour continuer à se battre pour que l'enfouissement ne se fasse jamais, ni ici ni ailleurs.

Après j'ai été un·e de ces « gravitant·e·s » [à Bure], je n'ai jamais habité sur place comme bon nombre de mes camarades, j'ai réussi à y retourner deux ou trois fois par an et à relayer les actions de soutien et les points d'info dans le comité qui a été créé dans la ville où je réside.

La répression, on l'a vécue bien entendu pendant le camp VMC où les flics encadraient déjà tout le territoire avec des patrouilles qui fouillaient tout et tout le temps grâce aux réquisitions de dingue du procureur… On l'a vécue aussi après, d'abord dans les yeux des habitant·e·s, pas forcément des militants forcené·e·s, juste des habitant·e·s qui n'en pouvaient plus de cette pluie de millions d'euros qui colonisait leurs vies, du mépris des « pro-Andra » les traitant de ploucs arriérés, qui n'en pouvaient plus des contrôles de gendarmes sur la route et des patrouilles du PSIG[1] sur les chemins autour de Bure, Saudron, Bonnet ou Montiers… J'ai vu aussi dans ces mêmes yeux du bonheur et des larmes lorsqu'on a dézingué ensemble le mur de béton armé qui devait emprisonner le bois Lejuc, avant qu'une chouette occupation ne s'y installe pour perdurer pendant vingt mois…



1. Le peloton spécial de la gendarmerie, sorte de BAC rurale



Alors oui, la répression je l'ai vécue aussi en direct sur ma petite personne. J'étais présent lors des premières perquisitions du 20 septembre 2017. Réveillé à 6h par des playmobils en armure avec leurs fusils d'assaut, dix heures à rester contraint de ne pas pouvoir quitter les lieux, dix heures à devoir se taper les blagues pourries des OPJ de la gendarmerie de Commercy… À l'époque j'étais encore un peu journaliste, et il m'arrivait d'écrire sur la lutte et d'enquêter sur la corruption autour de Cigéo, les faces cachées du projet, tout ça. Ce jour-là, nous étions deux dans le lieu perquisitionné, et je n'ai pas décliné mon identité de journaliste, d'abord je savais que ça ne servait à rien, que mon ordi allait être saisi comme tout le reste, carte de presse ou pas, mais je ne voulais pas que leur attitude change à mon égard vis-à-vis de l'amie qui était avec moi. J'ai mis ensuite un an et demi à récupérer mon matos, après qu'il a été « exploité » comme ils disent.

Mais cet épisode personnel n'est rien à côté des camarades et ami·e·s qui se sont réellement pris l'association de malfaiteurs dans les dents. Pas seulement les mis en examen qui l'ont payé le plus cher, mais aussi d'autres proches qui ne pouvaient pas « entrer en contact » avec elles et eux. Une enquête policière de ce niveau n'a rien à faire de la vérité judiciaire, c'est fait pour déconstruire les liens humains qui ont été tissés au fil du temps dans la lutte. Et sur ce point, quel que soit le verdict du procès, la justice a déjà perdu, nous sommes là et nous resterons là pour enterrer Cigéo et son monde.

J.

PS – Notre pote Jean-Pierre, alias JPP, autre vaillant participant du camp VMC, se serait associé à ce texte je crois, il est parti trop tôt mais on pense toujours à lui.

C'est devenu quelque chose que l'on sait. On sait, que si on sort, on n'est pas à l'abri de se faire arrêter et immobiliser un long moment, le temps que les gendarmes inscrivent les informations contenues sur notre carte d'identité dans leurs registres. On sait aussi que ce n'est pas parce qu'on s'est fait contrôler une fois dans une journée qu'après cette fois, on sera tranquille : il est tout à fait possible et même fréquent d'être arrêté plusieurs fois. Les gendarmes n'arrêtent pas quelqu'un car ils le soupçonnent d'avoir commis un délit : pour eux, toute personne qui se trouve à Bure peut être considérée comme suspecte, de par sa simple présence. Souvent, ce qu'ils m'ont dit, c'est qu'ils devaient vérifier que je ne suis pas inscrite dans le fichier des personnes recherchées (FPR). Ça leur suffit. Facile.

Les gendarmes fouillent aussi régulièrement les véhicules. Les réquisitions du procureur Olivier Glady (qui a fait de Bure une véritable affaire personnelle depuis un an, à tel point que cela en est devenu grossier) les y autorisent. Il arrive souvent que ces réquisitions s'enchaînent sur plusieurs jours, parfois sur deux moments de la journée (par exemple : 8h-12h ; 14h-16h). Les motifs ne manquent pas d'imagination : « risque de représailles suite à la perquisition du 20 juin 2018 », « risque de réoccupation du bois Lejuc », « risque de la venue de zadistes »: risques, risques… Et sur quoi sont fondés ces risques ? Allez savoir. Là aussi, c'est facile.

…SOIT TU PARS

À l'été 2017, plusieurs personnes se relayaient pour compter le nombre de passage des gendarmes devant la Maison de résistance : il y en avait en moyenne quinze par heure. Plus tard, les deux fourgons ont commencé à stationner en permanence en face, sur la place de la mairie. 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Depuis, et quoique qu'on fasse – fumer une cigarette à la porte, longer le trottoir pour rejoindre sa voiture, se promener avec un chien dans le village – on sait que des gendarmes mobiles auront probablement l'œil posé sur nous, assis à l'intérieur de leur fourgon, ou bien debout, dehors, vêtus de leurs armures noires, les armes en poche, la caméra à la main.

Il n'y a pas que ça. Parmi ces gendarmes, il y en a beaucoup qui méprisent « les opposant·e·s », et qui le montrent. Des menaces, des coups de pression, des insultes, il y en a eu et il continue d'y en avoir. Il est 3h du matin, de longs coups de klaxons te réveillent : une voiture de la gendarmerie est garée devant chez toi. C'est la nuit, tu ouvres les yeux et tu t'aperçois que quelqu'un a mis les pleins phares en direction de ta

SOIT TU ESSAYES DE VIVRE AVEC ÇA ...

18

SEPTEMBRE 2018

À l'heure où j'écris ce texte, cela fait plus d'un an que les escadrons de la gendarmerie mobile patrouillent le quotidien des gens qui vivent à Bure et autour. Leurs voitures font partie du paysage. Les contrôles d'identités rythment les journées. Les fouilles de véhicules sont aussi habituelles qu'un colis déposé par le facteur. Les arrestations aussi. Je pense que ce qui se passe chez nous est grave, c'est pourquoi je me suis décidée à écrire ce texte. Car on en parle peu. On a du mal, j'ai l'impression. Peut-être parce que nous consacrons déjà beaucoup d'énergie à essayer de vivre, ici, avec ça.

VIVRE SOUS UNE SURVEILLANCE MILITAIRE

J'ai grandi en Meuse, je connais donc la lutte contre Cigéo depuis quelques années ; pourtant, la première fois que j'ai mis les pieds à Bure, c'était en février 2017, pour participer à une (très belle) manifestation contre la possible expulsion de la forêt occupée à Mandres-en-Barrois. De là, j'ai rencontré des habitant·e·s du coin avec qui j'ai créé des amitiés, et cela m'a incité à revenir plus souvent ; pour filer des coups de main, participer à des ateliers, ou simplement me balader avec les personnes que j'appréciais. Pas de chance pour moi, je suis arrivée à une période où la pression policière est devenue de plus en plus omniprésente.

En juillet 2017, la préfecture demande à ce que des escadrons de la gendarmerie mobile se relaient pour occuper la place de la mairie, face à laquelle se trouve la Maison de résistance. Elle leur demande aussi d'effectuer des patrouilles et des contrôles d'identité, à Bure et dans les villages alentours, principalement autour des lieux où sont supposé·e·s vivre des opposant·e·s. L'un des objectifs de cette surveillance serait d'établir qui se rend sur place, à quelle fréquence, pour déterminer qui participe à la lutte contre Cigéo. Cette surveillance militaire, en plus de donner des informations sur la vie des gens, est aussi fortement dissuasive.

Tous les jours, on voit, on entend, au loin, proche, des fourgons de la gendarmerie mobile, qui patrouillent les quelques rues silencieuses de nos villages. Ils prennent des photos, ils filment : des plaques d'immatriculation des véhicules, des lieux d'habitations, des passants. Souvent, ces voitures s'arrêtent devant un piéton, un cycliste ; ou forcent les voitures à se ranger pour contrôler les identités des passager·e·s.

5

Lorsque je pense à mon procès, ma première pensée va aux ami·e·s proches qui n'ont pas lâché quand j'étais au plus mal, au collectif au sein duquel j'ai pu être dans mon coin, m'isoler, mais en conservant la présence des autres, aux personnes qui ont supporté mes humeurs changeantes. J'ai envie de dire merci à tout ce monde qui m'a soutenu activement et parfois indirectement par leur seule présence.

Lors de la comparution immédiate, le cumul des 48 heures de garde à vue et du réquisitoire aggressif du procureur m'a blessé profondément. J'ai fini l'audience en larmes. J'étais ébranlé. Ensuite, pendant un mois, j'ai attendu l'audience du procès. Un mois à pointer deux fois par semaine. Un mois flou.

le sursis a grapillé de la place dans ma tête

À partir de ce moment, j'ai eu des pensées noires. Envie de rien. La joie des autres m'agaçait. Un mépris pour les autres. Mon corps réagissait également : mon estomac, le centre des mes émotions, avait de fortes aigreurs, il était noué, me donnant de grands coups de fatigue. J'ai pris des médicaments pour tenter de soigner mon corps, mais la maladie était surtout dans la tête. J'étais en dépression. J'ai mis un peu de temps à mettre ce mot dessus. Cet état était nouveau pour moi.

Je n'ai pas mémoire d'avoir eu peur du procès (à part la journée même de l'audience) étant convaincu que je n'irais pas en prison. J'étais assez stressé jusqu'au réquisitoire du procureur. Lorque je l'ai entendu jouer une carte opposée à celle de la comparution immédiate, j'ai compris que la peine n'impliquerait pas de la prison ferme. J'ai alors commencé à observer la scène que je vivais. Je regardais les peintures, les moulures, les personnes. Je profitais de mon procès. C'était devenu marrant. Le théâtre.

Dans l'instant immédiat après le procès, j'étais plutôt content. Je n'avais pris que 3 mois avec sursis, mais pas d'interdiction de territoire. Je redoutais cette interdiction de territoire car elle m'aurait empêché de participer à un projet qui me tenait à coeur.

Par la suite, le sursis a grapillé de la place dans ma tête. Chaque jour, j'y pensais. Me demandant comment faire avec ça ? Que va changer dans ma vie cette peine ? Puis un jour, je me suis rendu compte que je n'avais pas pensé à mon sursis la veille.

Petit à petit, cela a pris moins d'importance. Actuellement, j'en suis à trois ans de sursis effectué, il m'en reste deux à faire. Je n'y pense que très sporadiquement. Mais parfois ça peut me bloquer un peu dans mes actes. Ayant peur de me faire choper et que le sursis tombe.

Il m'arrive de me dire que cette arrestation n'aurait pas dû arriver. C'était une situation naïve où je me suis fait avoir par distraction. Mais à la fois, ce moment m'a permis de saisir ce qu'est la justice, ce qu'est la répression. De renforcer mes convictions anticarcérales. D'être un meilleur soutien aux personnes ennuyées par la justice. De faire plus attention à la surveillance.

Je finirai en remerciant à nouveau les personnes qui ont été proches dans ces moments, et aussi la solidarité qu'il y a dans la lutte contre Cigéo face à la répression.

P.

Le 20 juin 2018, j'ai fait partie des personnes qui se sont faites perquisitionner. C'est suite à cette perquisition que j'ai écrit ce témoignage. Je le complète aujourd'hui, 16 mai 2021, pour continuer de faire entendre que remettre en question le nucléaire relève de la résistance, d'un acte désintéressé et consciencieux. Et que c'est un grossier raccourci que d'inscrire ces démarches sous l'appellation « association de malfaiteurs ».

6

« ÇA A ÉTÉ LA PHRASE DE TROP... »

Dans le cadre de cette perquisition, mon ordinateur portable a été saisi. Je travaille en collège et lycée et cet ordi était mon outil de travail. Chose que j'ai dit à plusieurs reprises aux gendarmes. Ils ont réussi à me rassurer en me disant que je n'étais « que » témoin assisté, que je n'étais pas mise en cause directement et que je pourrais récupérer mon ordinateur dans la semaine. Ce qui aurait d'ailleurs dû être vrai. Alors voilà, avec la tentative de récupération de mon ordinateur, le déroulement concret de ce que je considère comme de l'abus de pouvoir. J'ai donc suivi la procédure dite « légale » pour récupérer mon ordinateur : demande de restitution de scellés. Rejetée 1 mois après. Alors je fais appel. Renvoi en cour d'appel le 10 août. Courrier le 27 août qui m'annonce que mon dossier sera traité en cour d'appel le 27 septembre. (Je compte en tout sur cette période une dizaine de visites au tribunal au bureau de M. Lefur, le juge d'instruction.) Et le 27 septembre arrive, je n'ai pas le droit de m'y présenter (enfin de ce qu'on m'a dit à la cour d'appel). Le 1er octobre, coup de fil de M. Opigez qui me convoque à la gendarmerie le jour même :

— Mais c'est à quel sujet ?

— Vous avez fait une demande de restitution de scellés ? Et bien c'est pour ça, vous devez signer un papier.

Je m'y rends le lendemain, à 14 heures. La première audition, celle du 20 juin, avait été pénible car longue et laborieuse pour le gendarme qui me posait les questions, sans vraiment connaître le dossier, et leurs propos oscillaient entre : « mais ne vous inquiétez pas, vous êtes juste témoin assisté » et : « si vous êtes là c'est bien que vous avez des choses à vous reprocher et que vous êtes responsable. » La deuxième fut plus « cynique ». Les gendarmes sont arrivés avec vingt minutes de retard, sans excuse, et il aurait presque fallu que je me sente coupable dès le début : « On n'a eu que le temps de manger un sandwich ! ». Installation, petites blagues entre collègues devant moi, on sort le dossier qui me concerne.

— Tu l'as toi la liste des scellés qu'il faut qu'on lui montre et qu'elle signe ?

— Non ?

— Tu l'as pas prise ?

— Si, elle était dans le dossier, je suis sûre mais elle n'y est plus !

Ils appellent un collègue pour que ce dernier l'envoie par mail et ils commencent à me poser quelques questions. La première :

— Il faut que vous nous donniez votre mot de passe d'ordi, c'est pour ça que vous n'avez pas encore pu le récupérer.

— Si, je l'ai donné. D'ailleurs c'est écrit sur le petit papier rose accroché au scellé de mon ordi : je n'ai pas de mot de passe.

— Ça m'étonnerait, on ne vous aurait pas convoquée sinon...

— Je vous dis que j'en suis pratiquement sûre, et j'ai écrit dans ma demande de récupération de scellé et dans mon mémoire pour la cour d'appel que je n'ai pas de mot de passe, et si vous aviez allumé l'ordi, vous vous en seriez rendu compte.

AUTOMNE 2019

Je « dors » dans mon camion aménagé qui est garé près d'une maison collective à Mandres-en-Barrois, c'est quelques jours avant la manifestation « Vent de Bure ». Les flics sont au taquet, les patrouilles passent plus souvent, je n'arrive pas à dormir, ils passent toutes les demi-heures devant mon véhicule, même la nuit. Au bruit des moteurs, je fini par savoir quel véhicule passe, quelle patrouille est en train de me surveiller.

En rentrant chez moi, je fais des cauchemars pendant quelques semaines, où je me fais réveiller en pleine nuit par de nombreux contrôles d'identités et des voitures de flics qui tentent de me rouler dessus la nuit ! Je décide pour mon prochain passage de ne plus faire attention à toutes ces patrouilles, sinon je vais devenir folle.

HIVER 2021

L'enquête pour association de malfaiteurs est terminée. Première réunion de groupe de travail à la Maison de résistance, avec une partie des camarades qui ne pouvaient plus se voir depuis plus de deux ans. C'est très émouvant d'être témoin de leurs retrouvailles. Je me rend plus facilement compte de ce que ça représente pour elles-eux, en partageant du temps en leur présence sur ce week-end. Les réunions ont aussi plus de force. Certaines connaissent le projet sur le bout des doigts et sont vraiment des personnes précieuses pour l'opposition à Cigéo.

Avec ces nombreux passages en Meuse, j'ai compris ce que voulais dire la répression policière. Ma vie a radicalement changé. J'ai l'impression d'être une terroriste juste parce que je suis devenue antinucléaire et que je passe régulièrement à Bure. J'ai appris à me défendre numériquement, à éviter les contrôles de police, à me préparer à une garde à vue, à une perquisition, à essayer de cacher ma présence lorsque je passe dans le secteur pour éviter d'avoir des problèmes comme mes camarades de l'association de malfaiteurs.

Je suis vraiment effarée de ce que ça représente d'être militant·e·s dans cette campagne

17

AOÛT 2019

Je suis venue pour la première fois à Bure il y a deux ans pour le festival des Burlesques. J'avais un peu de temps, alors je suis arrivée quelques jours avant pour aider aux préparatifs.
Le premier soir, au moment de manger quelqu'une cris : « Gendarmes ! » Mais que se passe-t-il ? Je me renseigne, je ne comprend pas. « On est en train de nous filmer, c'est pour nous ficher, c'est comme ça ici », m'explique-t-on. Première stupéfaction....

J'ai déjà donné des coups de mains dans d'autres festivals militants, c'est bien la première fois que je vois ça. Je n'ai pourtant pas l'impression de faire quelques chose d'illégal, j'aide juste à monter des chapiteaux !

Le lendemain, on me prête un camion pour aller chercher du matériel. Tout naturellement on me dis : « Quand tu sors, tu vas à gauche, et au premier barrage de flic tu prends la route à droite. » L'orientation, quand des opposant·e·s se préparent à un rassemblement grand public et familial de sensibilisation contre Cigéo, se fait en fonction des check-points ! Je n'en reviens pas. Ce qui est fou, c'est que c'est rentré dans la vie quotidienne de ces personnes.

Ensuite on se dépêche de finir de trimbaler les derniers matériaux dont on a besoin avant les arrêtés préfectoraux qui vont tomber. Il sera par exemple interdit de déplacer des bouteilles de gaz, ce qui est un peu compliqué quand il faut faire à manger pour des festivaliers attendus par milliers ; pas de dérogations même pour les membres de l'association qui portent cet évènement ! J'apprends que des personnes ne peuvent pas venir car elles sont interdites de territoire ou n'ont pas le droit de se voir, des simples militant ·e·s. Au début des spectacles, on leur adresse des pensées. Je suis vraiment effarée de ce que ça représente d'être militant·e·s dans cette campagne.

— Ah non, alors ça c'est pas possible. Bon je note : « pas de mot de passe ». Et en attendant la liste de vos scellés, on va juste vous poser quelques questions.

Et là, ça commence à se transformer en une deuxième audition, mais beaucoup moins sympa malgré leurs airs détendus, et avec des petites piques telles que : « Si vous ne dénoncez pas les casseurs, c'est vous qui prendrez » ; « Vous savez, nous, ça ne nous fait pas plaisir de faire ça, on préfèrerait être avec nos familles » ; « Vous savez, si vous ne nous donnez pas de réponse, on peut vous garder en garde à vue » ; « Vous savez, pour ce que vous avez fait, en Turquie vous seriez déjà en prison. »
Ça a été la phrase de trop après laquelle j'ai décidé de partir. Le papier que je devais signer n'était toujours pas arrivé, j'avais vraiment l'impression de m'être fait complètement avoir, car ils avaient quand même réussi à m'extirper quelques réponses au départ, quand j'étais « détendue » et surtout peu méfiante. Et quand je leur ai demandé :

— Et alors, je le signe quand ce papier pour pouvoir accélérer cette fameuse procédure de récupération de scellés ?

— Non, mais écoutez ce n'est pas grave, et puis on ne vous a jamais dit que c'était pour récupérer vos scellés. Cette décision ne nous appartient pas. On avait juste quelques questions à vous poser.
Et ça, ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, de moments où l'on ressent cet abus de pouvoir de l'État et de ses réprésentant·e·s. Et ce genre de comportements sont récurrents envers celles et ceux qui militent de manière générale. Stationnement jugé dangereux : 4 points en moins et 135€ d'amende. Idem pour un stop soit disant « coulé ». Mais comment prouver le contraire ? Aussi, en 2016, à l'aéroport, on m'a fait attendre une heure et demie dans une sorte de cabine, soi-disant que mon passeport signalait qu'il y avait « des informations à vérifier », sans avoir à la fin d'excuse ou d'explication. À quoi s'ajoutent les contrôles d'identité, à pied, en voiture, en vélo.

Tous ces actes sont clairement pour moi des tentatives de destruction de nos envies de questionner le monde qui nous entoure. Alors, c'est en partie grâce aux récits lus, à ceux écoutés et partagés, que je continue de construire une force intérieure qui me souffle qu'il est fichtrement bon de continuer à s'opposer au nucléaire !

Michèle



7

Cela fait près de deux ans que j'habite à Cirfontaines, en Haute-Marne.
Au départ, les gendarmes passaient une fois par semaine devant le jardin. Ils s'arrêtaient à peine devant. Mais quand ils ont vu que je m'installais vraiment là, leur présence s'est accentuée.

Le moment où ils ont commencé à être plus que chiants, c'est quand l'escadron de la gendarmerie mobile s'est installé en permanence au laboratoire de l'Andra[1], et à faire des tournées. Depuis, ça a pris un rythme soutenu, permanent, toujours aujourd'hui. Quand ils ne passent pas beaucoup, c'est quatre fois par jour. Quand c'est beaucoup, c'est jusqu'à 4 fois par heure. Cela dépend des groupements de gendarmerie qui stationnent au labo, si les gendarmes sont zélés ou pas. Des « événements » publics ou non. De la chaîne de commandement. De sombres bureaucrates. De la pluie et du beau temps. Du gel et de leurs pannes de voiture.

heureusement...

Leur passage n'est pas que lié à des événements particuliers. Par exemple, il y a quelques jours, je reçois de la visite. Les flics passent une première fois de manière classique : ils voient qu'il y a un véhicule, ils repassent, ils font demi-tour au bout de la rue, ils reviennent, ils ralentissent. Au bout d'un aller-retour, tu sais qu'ils sont passés : le fait de passer plusieurs fois, c'est pour montrer qu'ils sont présents. Uniquement pour nous faire chier. À moins qu'ils doivent s'y reprendre à plusieurs passages pour noter les plaques d'immatriculation sur leur carnet. Mesure systématique, multi-journalière. Ils aiment bien filmer avec leur téléphone aussi. Cette situation isole forcément les gens qui vivent sur place. Certains me disent ne plus oser venir.

* * *

Durant l'été 2018, ils passent en moyenne dix fois par jour. Un jour, je prends mon véhicule, une personne est avec moi. On monte la rue, et là je vois que les flics ont caché leur voiture, pour que je ne puisse pas la voir ; et eux, ils étaient cachés derrière un buisson. Et là, ils sautent devant l'auto pour la stopper. Ils étaient trois gendarmes mobiles avec une mitraillette. Ils veulent procéder à un

1. Une convention a été signée en 2018 entre la gendarmerie nationale et l'Andra. Depuis, l'agence a payé des dizaines de millions d'euros pour assurer, via des gendarmes, la surveillance des habitants. Ils y dorment, y stockent leurs matériels et leurs véhicules et y prennent leurs journées de récupération avant de repartir patrouiller.

Je parle beaucoup avec ma maman, c'est une personne dont je suis proche, j'ai envie de pouvoir partager ma vie. Et de me dire : « Non, là je lui dis pas », décider que si je lui dit des trucs ça sera de vive voix quand je la verrai dans quatre mois, c'est pas évident.

Comme ce qui peut être à charge dans une enquête, c'est extrêmement vaste, des fois juste confirmer qu'on est à un endroit peut être utilisé dans une enquête sur nous... Ça pose beaucoup de questions dont j'ai parlé avec des gens avec qui je téléphone régulièrement. Peu à peu on se dit de moins en moins de trucs mais en étant conscients que c'est pas parce qu'on n'a plus envie de se parler. Pendant longtemps quand j'étais au téléphone avec ma mère ou avec d'autres gens, des fois je disais des trucs et pour le flic qui m'écoute, je précisais ce que je voulais dire « Non, non, je suis pas en train de dire que ... ! » Quand j'étais au téléphone avec ma mère presque systématiquement je parlais au flic. Il y a une troisième personne.

Il y a un moment où j'ai vécu une histoire amoureuse assez forte et au début j'évitais d'en parler au téléphone, mais j'ai pas réussi à tenir ce truc là et j'ai fini par en parler. J'ai pas envie que ma vie amoureuse soit écoutée par des flics, que ça soit utilisé contre moi, contre d'autres personnes, j'ai pas envie qu'on me fasse des blagues là-dessus pendant une garde à vue. C'est bizarre parce que c'est des trucs qui remuent tellement que ça donne envie de les partager très vite.
Finalement j'ai fini par dire beaucoup de choses quand même parce que c'était compliqué à gérer pour moi. C'est vraiment pas seulement un truc de ne pas dire que je suis allé en manif, quoi.

Je dirais même que c'est moins difficile : ça me semble moins dangereux pour moi de dire que j'ai été à une manif que de dire que j'ai une histoire amoureuse. (...)

La répression c'est pas que l'instruction, mais aussi d'autres éléments de ma vie. Ça a changé d'autres choses. Déjà je rêve de flics, souvent. Il y a encore deux ou trois nuits j'ai rêvé que je me faisais arrêter. Soit je me fais contrôler, soit des amis se font arrêter... c'est quelque chose qui est très présent et qui n'est même pas surprenant. Je me lève pas en me disant : « Oh non, j'ai rêvé de flics, c'est horrible ! » Juste, j'ai fait mon rêve de flics de la même manière que : « Cette nuit, j'ai fait un rêve érotique.» C'est des choses qui arrivent.. Les deux mélangés ? J'ai jamais eu ! Ça viendra peut-être !

Ça a changé mon rapport à la prison aussi, avant c'était un truc assez lointain, parce que je ne viens pas d'un milieu où les gens autour de moi vont en prison. C'était un truc théorique, je savais que c'était pas bien parce que j'avais appris ça, politiquement. Mais le fait d'avoir des personnes proches de moi qui soit vont en prison, à qui je rends visite, soit qui risquent la prison de manière assez forte là, avec le procès qui arrive, ça fait que la prison devient un sujet de conversation. J'imagine si j'allais en prison, ce que je dois faire, les personnes que je dois prévenir, les livres que j'aimerais qu'on m'envoie. Ça devient un sujet assez « pratique », en tout cas beaucoup plus proche et assez effrayant. (...)

JE RÊVE DE FLICS, SOUVENT

76

Je suis arrivé après la première vague de perquisition. C'était la première fois que je venais dans un lieu où il était clair pour tout le monde que la police pouvait débarquer à n'importe quel moment, où il fallait faire attention aux affaires personnelles, aux ordinateurs. Un des sujets hyper importants était la sécurité informatique : ça m'a un peu obligé à me former très rapidement sur cette question là et je pense que ça dit beaucoup de choses. J'ai commencé à utiliser des outils que je n'aurais jamais utilisés sinon et probablement j'aurais fait partie des personnes qui se sont faites perquisitionner un ordinateur Windows, si j'étais arrivé avant. (...)

Les ateliers de sécurité informatique, ça m'a aidé. Les ateliers pratiques et le fait que ces sujets-là soient beaucoup abordés, ça fait que je sais que je peux être surveillé d'une manière ou d'une autre, soit par téléphone, soit par les trucs que je laisse traîner. On sait qu'il y a de la surveillance concrète, qu'elle existe, qu'il y a des écoutes téléphoniques, etc. Quand j'avais encore un téléphone — d'ailleurs, le truc que ça a changé : j'ai plus de téléphone ! Bref, quand je suis au téléphone, je ne sais pas si je suis sur écoute. Mais ça implique de partir du principe que je suis surveillé, sans tomber dans un truc de « moi, personnellement, je suis surveillé tout le temps », je sais pas si pour une raison ou une autre je suis au centre d'une enquête ou pas, mais en tout cas c'est possible. (...)

J'avais tendance à aimer discuter au téléphone, à raconter un peu tout ce que je faisais dans ma vie. Pas forcément des trucs spécifiquement illégaux, mais en tout cas à ne pas être prudent pour des informations qui pourraient être utiles dans le cadre d'une enquête : où j'étais, à quel moment, à quelle manif, des choses comme ça. Au fur et à mesure, j'ai pris conscience que c'est des choses que je devais arrêter de dire au téléphone, ce qui était un peu compliqué.

contrôle routier ; mains sur le pistolet, pour détendre la situation ; pas de formule de politesse : ils présupposent mon hostilité. Suite à quoi je leur donne les papiers de mon véhicule, mon assurance et mon permis. Je remets la musique en attendant la fin du contrôle car je sens que ça va être long. Ils reviennent sans mes papiers en demandant à la personne qui est avec moi son identité. Je leur demande la réquisition du procureur, qu'ils n'ont pas. (Ils ont le droit de demander l'identité sans réquisition, mais seulement s'ils ont des raisons de penser que la personne a commis un fait - ou est sur le point de le commettre). (J'ai un contrôle judiciaire avec l'interdiction de voir plusieurs personnes).

À ce moment, une voiture des flics de Joinville, en plus de ceux du labo, vient se stationner juste derrière ma voiture. Le chef des trois appelle ses chefs et demande du renfort, des officiers de police judiciaire. Des officiers de Vaucouleurs déboulent, se garent devant ma voiture, et viennent demander l'identité de la personne. (On arrive à sept flics sur place). Le flic me dit : « Vous avez l'interdiction de voir d'autres personnes, c'est à vous de prouver que ce n'est pas une de ces personnes-là. » C'est donc comme ça qu'est justifié le contrôle d'identité de la personne à coté de moi. Il faut donc prouver que l'on est pas en infraction. Incroyable situation.

Le flic rajoute que si la personne ne donne pas ses papiers, ils l'embarqueront de force. Ça fait cinquante minutes qu'on est encerlés. Finalement la personne donne ses papiers, les gendarmes les prennent en photo, passent le nom au fichier, ça prend cinq minutes, ils nous rendent enfin nos papiers, et ils s'en vont. Heureusement que c'est pas tous les jours comme ça.

* * *

c'est pas tous les jours comme ça !

contrôles

Le dernier coup, je reçois la visite de trois personnes. On part de chez moi, on va à pied aux jardins. On voit les flics passer dans un sens puis dans l'autre. Au retour, la voiture de flics monte à fond le chemin : je pressens le contrôle. J'invite les personnes à aller dans un champ, qui est un terrain privé. Une personne refuse, « moi ça me dérange pas », et reste au bord du chemin. Les flics s'arrêtent, sortent,

Comme le disait un voisin : « Ne vous étonnez pas après si on vous lance des pierres. » Pour moi, à travers cette stratégie de tension, ils sont en train de créer les conditions de l'amplification de la révolte.

(…)

G., habitant de Mandres depuis quelques mois

C'est un peu un exutoire pour moi de faire ce témoignage. Ça arrive hyper tôt par rapport à mon histoire ici et j'ai pas tellement de ressources affectives fortes encore. C'est hyper compliqué à détricoter. Déjà c'est ma première perquise…

(…)

Je trouve que c'est vachement différent de choisir une confrontation, occuper quelque part, aller en manif, donner une fausse identité. Là c'est vraiment l'état policier qui s'invite dans ton lit. Et ça c'est… ouf ! Ça m'a fait prendre conscience de ma position de blanc issu de la petite bourgeoisie, et ressentir ce que ça fait de vivre dans des quartiers où t'as pas le choix de cette confrontation. À la fois c'est traumatisant, à la fois tu prends conscience que : « Ah ouais, en fait, y a des gens qui vivent ça dans leur quotidien. »

Ça m'amène des questionnements de ouf. Plus je grandis, moins j'ai envie que le militantisme soit « une partie de moi ». Émotionnellement, je suis plutôt quelqu'un d'assez non-violent, j'ai un rapport hyper émotif au monde. C'est ça qui me tire dans la vie. Et vivre des trucs comme ça, ça me dépasse… Y a une partie de moi qui se demande si je suis capable de le gérer. Je sais pas encore si je suis capable de le gérer.

(…)

Des fois, je me dis que personne ne peut vraiment comprendre. Dans ce collectif, je sens la force de faire d'un moment hyper triste et sale quelque chose d'assez positif. Voir que des gens ont fait le déplacement dans la journée, c'est assez cool.

Y a un truc ici que j'ai jamais senti dans les autres milieux, les autres endroits. Que ça soit des milieux autonomes ou le monde associatif. Ce genre de trucs tu sais jamais si tu es prêt à l'affronter et si tu sais réagir. Et là, en fait, ça va. J'ai envie de rester quand même. C'est hyper bizarre de vivre un truc comme ça sans ses proches, mais je me découvre des forces que je ne soupçonnais pas.

L., gravitant de passage à la Maison de résistance

l'un d'eux a une mitraillette, il commence à avancer vers nous. Je leur dis trois fois que c'est un terrain privé, qu'ils n'ont aucune raison d'y rentrer. Sur le chemin, il y a des enfants qui sont à vélo (les flics sont d'ailleurs passés devant eux en trombe). Finalement, ils arrêtent de rentrer sur la propriété, ils contrôlent la personne sur le chemin, prennent en photo sa carte identité, passent le nom au fichier, et repartent. Les gosses regardent la scène. Ils n'ont pas dit pour quoi ils ont déboulé, ni pourquoi ils ont contrôlé la personne. Heureusement que c'est pas tous les jours comme ça.

* * *

Un jour, ils étaient garés juste devant la maison du voisin avec un appareil photo sur leur tableau de bord. Flic en civil, voiture banalisée 307 vert pomme.

Un autre jour, j'étais au jardin, en train de travailler sous ma serre, quand les flics se sont arrêtés devant, sont descendus de la voiture et ont commencé à essayer de nous parler. « Venez là ». Je les ai ignorés. Heureusement que c'est pas tous les jours comme ça.

* * *

Le 20 juin 2018, j'étais au lit. Une personne est levée, boit un café ; la porte de cuisine est grande ouverte, je ne ferme jamais à clef chez moi. Mon pote dehors gueule qu'il y a les flics. Des gendarmes vont directement dans ma chambre, avec un casque antiémeute. Je n'ai pas vu s'ils avaient quelque chose dans les mains. Ils n'ont pas annoncé leur présence. Le seul que j'ai entendu crier « Police ! », c'est mon pote.

Ils sont arrivés à treize véhicules. Au moment où ils rentrent dans ma chambre je suis à poil. Ils vont aussi dans les autres pièces (il y avait quatre ou cinq personnes dans la maison). Deux flics en civil, gendarmes de Saint-Dizier, chapeautent les opérations. Ils me laissent m'habiller. Je me fais un thé, et après, ils me demandent de les suivre pour effectuer des fouilles dans la maison. Je ne sais plus à quel moment ils me menottent.

Je demande à une personne qui est là si elle va bien, on se rassure. Ils me font aller dans différents endroits ; comme il y a pas mal de bordel, ils fouillent. Ils trouvent deux trois trucs à droite à gauche, sans intérêt. Ils embarquent des masques de hiboux, des trucs de réparation de vélo, ma casquette. Je sens qu'ils ne trouvent rien, qu'ils sont là pour fouiller sans savoir ce qu'ils cherchent. Ils sont contents de trouver du matériel dans mon garage, mais en fait, comme dans les autres garages. Ils me montrent les scellés qu'ils prennent, m'invitent à regarder.

Après ils m'embarquent à la gendarmerie de Joinville, me laissent dans une pièce, environ une heure, difficile de jauger le temps ; un flic de la BMO (brigade motorisée) vient, le même qui m'a interpelé le 17 juin, au retour de Bar-le-Duc, en me disant : « Ah, c'est vous ! Monsieur A. ! », très content de dire mon nom. Ce jour là, il m'avait

Il a vérifié tous les CD-ROM sur lesquels y avait rien marqué. À un moment il voit un CD d'installation de Debian et crie : « Ah c'est génial ça, on peut complètement s'anonymiser, on retrouve rien dessus. » Et il explique à son collègue, hyper enthousiaste, comment il utilise ça pour s'anonymiser.

À un moment donné, il tombe sur un sac d'une dizaine de clés USB. « Wouah ! » Du coup, il va chercher son tout nouveau matos spécial police, payé par le contribuable et tout et tout. Et il a littéralement passé une demi-heure à chercher le bon câble le plus basique pour une clé USB. Toutes ses tentatives de me vanter la prouesse informatique de la police étaient plutôt édifiantes. Ça a duré cinq heures, pour un appart d'environ 50m².

(…)

Le truc un peu fou, c'est qu'ils avaient un double des clefs. Ce que je crains le plus, maintenant, c'est qu'on soit mis sous écoute. Je ne serai pas tranquille dans cet appart tant que je ne serai pas sûre de l'être. S'ils ont les clefs, ils ont pu venir n'importe quand.

L., habitante d'un appart à Mandres depuis quelques mois

À un moment un flic nous demande d'attacher un chien. Vu que c'est un bébé chien ça prend du temps. Et le flic il nous dit : « Vous savez, on a une arme, on peut s'en servir. » Et aussi : « Un chien c'est une arme, s'il mord, c'est une arme : c'est normal qu'on vous dise ça ! »

T., gravitant de passage à la Maison de résistance

À l'issue de la perquisition dans le communiqué de la préfecture on lit qu'ils ont trouvé des « armes de gros calibres ». C'est complètement dingue, on ne sait pas à quoi ils font référence. Ils atténuent leur violence et hyperbolisent la nôtre…

Pendant ce temps là, ils débarquent chez nous en nous pointant du doigt avec leurs Famas.

La violence policière je la vis au quotidien depuis que je suis installé là. Je n'imagine plus mon quotidien sans la police, elle rythme ma vie. Elle filme les moindres instants que je vis, que je passe de la peinture dans ma maison, que je jardine, que je boive une bière avec des ami·e·s, ils me prennent en photo.

On dit souvent en blaguant : « On se radicalise sur internet. » Mais en fait, c'est avec leur présence qu'on se radicalise. Ça pousse à une rage, une haine, que je ne ressentais pas avant et aujourd'hui qui est là, dans mes tripes et mon cœur.

Mon rapport avec la police a évolué, avant je leur parlais beaucoup en espérant les convaincre que le projet était mauvais, maintenant je ne veux plus leur parler. Je ne crois plus au dialogue.

contrôlé et écrit son numéro sur un truc de PQ et m'avait dit : « Appelez-moi mercredi. » C'était la date de la perquisition, foutage de gueule !

Finalement, ils m'emmènent à Montiers-en-Der. Ils me mettent dans un bureau au fond. Une fenêtre. Ils présupposent de mon refus de signalétique. Je demande un avocat commis d'office, ils me disent qu'il n'y a pas d'avocat qui arrive. Je leur dis, sans avocat, pas d'interrogatoire. Après, je demande à être mis en cellule de sûreté. Ils m'en ressortent pour me montrer des photos, pas longtemps, bureau avec fenêtre. Ils veulent que j'interagisse avec eux, réponse mutique. Ils me remettent en cellule, sans fenêtre. Ils ne me ressortent que pour aller au tribunal de Bar-le-Duc, pour l'audition avec le procureur. J'ai refusé de manger et boire durant la garde à vue. Beaucoup dormi. Avant le rendez-vous avec le proc, je peux enfin voir un avocat. Mon avocat me donne un verre d'eau. On échange bien, il me fait un topo. Ça me fait du bien, premier contact humain non-hostile depuis des heures. Des infos aussi.

* * *

Couloir, tribunal. Un flic vient me voir, et me dit : « Oh, il paraît que tu es jardinier, moi je n'arrive à faire pousser des tomates, je n'ai pas la main verte, je fais crever tout ce que je touche. » Je capte pas pourquoi il vient me parler à ce moment-là. Je suis fatigué (de leur cirque, j'ai beaucoup dormi en cellule). Réponse mutique. Et lui, il continue comme si j'étais son ami, qu'on allait parler jardinage, normal, pépère, sur le banc devant le bureau du procureur. Moment nauséeux. Heureusement que je peux échanger quelques regard avec mes co-inculpé·e·s.

* * *

Par rapport à cette question de déontologie… Ils l'ont perdue – l'institution et individuellement aussi. Ces attitudes, de faire « ami-ami », rentrer dans ta vie privée, te parler de tes amours, de jardin, comme si c'était normal, alors qu'ils sont armés. Ils ne se rendent pas compte qu'ils n'ont pas de déontologie.

RENDEZ-MOI ⑧ MON CASQUE !

Fin 2016 (ou bien était-ce déjà 2017), on sortait fièrement nos premiers « hibou express », une dangereuse publication clandestine destinée aux partages d'infos, d'annonces (et rapidement de prises de bec) entre les différents lieux habités à Bure et alentours.

Tout content d'inaugurer la rubrique petites annonces, je demande si quelqu'un n'a pas vu mon casque blanc, en vain… Plusieurs semaines de suite, je récidive. Je multi-récidive. Toujours pas de casque blanc. Ne riez pas : des journées dans le bureau de BZL, au milieu de la fourmilière, sans pouvoir écouter de musique, c'est rude !

Bond dans le temps, juin 2018 : je suis en garde à vue à Dun-sur-Meuse dans le cadre d'une enquête pour association de malfaiteurs ; mon domicile vient d'être perquisitionné. L'officier de police judiciaire m'interroge : « Est-ce que c'est vous qui avez perdu un casque blanc à la Maison de résistance ? On a justement une photo de quelqu'un avec un casque blanc dans une manifestation ! » Vous voyez le truc venir ?
Vous la sentez la mauvaise série policière ?

Que se passe-t-il donc dans leur tête de petits fonctionnaires zélés pour confondre un casque audio et — j'imagine — un casque de moto ou quelque chose du genre ? Pour imaginer qu'un casque perdu dans un bureau ressorte, un an plus tard, dans une manif ? Pour supposer, ne serait-ce qu'une seule seconde, que ce délire va servir de preuve accablante pour confondre de vilains black bloc ?

Pourtant, c'est avec ce genre de conneries qu'on nous a gâché la vie. Je n'ai pas vu mes amis pendant deux ans et demi, contrôle judiciaire oblige.

Et je n'ai toujours pas retrouvé mon casque.

Alors si jamais il a fini dans un scellé de perquisition, je veux bien le récupérer. Ça et deux ou trois autres affaires…

tout. Tout a été retourné partout… c'est un peu comme dans les films, mais c'est ici, là où tu vis.

Toute la journée plein de gens ont été séparés les un·e·s des autres, isolé·e·s et enfermé·e·s à l'intérieur de leur propre maison. Tu te sens impuissant·e, et ta colère s'accumule.

C'était tellement fort de se retrouver après. J'ai gueulé à des flics quand ils sont partis. « Votre répression elle marche pas, on s'aime encore plus maintenant. On vous hait à la mesure qu'on s'aime les un·e·s les autres, qu'on est encore plus fort·e·s. C'est contreproductif, votre merde ! »

F., habitante de la Maison de résistance depuis un an

Un pote m'appelle en stress en me disant : « Y a une perquise à BZL », je me lève et réveille mon ami en lui disant la nouvelle. Je retourne à la fenêtre de la chambre, et là je vois une file de mecs casqués. Une trentaine environ. Genre avec les casques comme en manif. Tournés vers notre porte. « Ça, c'est pour nous », je me dis. Je reviens et j'lui dis : « Ça arrive. » J'éteins la lumière de la chambre.

On entend vite fait un cliquetis dans la chambre, on est pas sûrs, on se dit : « Ils sont là ou pas ? » Et d'un coup, un bruit précipité dans les escaliers et ils hurlent, une fois dedans : « GENDARMERIE NATIONALE, PERQUISITION EN COURS, NE BOUGEZ PAS ! ». Ils ont traversé le salon en silence et grosse pression après.

Ils avançaient dans l'escalier avec leur flingue, en mode film : « NE BOUGEZ PAS, NE BOUGEZ PAS ! » Une fois qu'ils étaient en haut, ils nous ont entourés et dit : « Dans la chambre ! Ne bougez pas ! » Je leur gueule : « Qu'est ce que vous foutez là, vous avez un papier ? Vous avez pas le droit ! » Ils n'en ont rien à foutre.

Je pense que c'est le PSIG qui a fait l'intervention du début, et après c'est des gars en civil qui sont venus prendre nos identités. Toujours entourés de cinq robocops chacun. Je redemande le papier et ils disaient : « Plus tard, ça arrive ! » Je redemande les papiers à l'OPJ. Je cherche ma pièce d'identité partout dans la chambre… parce que je suis bordélique. Je finis par donner ma carte de train, de toute façon, ils connaissent parfaitement votre identité.

Quand l'OPJ la reçoit, il me dit : « Ah c'est vous ****** ! » Il finit par me filer la commission rogatoire.

(…)

Le chargé du matos informatique des flics, un certain Stéphane, tenait absolument à me montrer les prouesses de son nouveau joujou. « Soit je récupère toutes les données maintenant et je te le rends après, soit je te l'embarque et tu le reverras pas avant plusieurs mois. » Il était tout guilleret. Il a été cherché son matos pendant trois quarts d'heure. Avant de se rendre compte que ça marchait pas. Puis il a mis le téléphone sous scellé.

tous les côtés, un mélange de PSIG, de GM, de brigade cynophile. T'arrives pas à savoir qui commande au début. Il y avait tellement de groupes et de brigades différentes qu'ils se paumaient. J'ai eu cette impression très particulière qu'ils connaissaient déjà les lieux approximativement, notamment par rapport à l'atelier.

Une fois que j'ai pu dire que j'étais membre de la collégiale de l'association Bure Zone Libre, j'ai pu circuler avec eux. J'ai vu où étaient les copain·e·s, certain·e·s allaient bien, d'autres partaient en contrôle d'identité, certain·e·s dans leur lit à invectiver les flics.

Tu te sens complètement dépossédé·e dans un lieu dans lequel tu vis depuis un an. Tu dois rester stoïque, alors qu'à des moments, t'as juste envie de choper un truc pour leur faire du mal. T'as l'impression qu'ils sont en train de dépiauter tout ce que tu as construit. Tu les vois fouiller, regarder partout… À un moment de flottement, j'ai pu jouer de la guitare, des mélodies de résistance… Tu te sens très seul·e pendant la journée, c'est surtout ça, une sensation de solitude. Je me suis retrouvé isolé·e avec les keufs.

(…)

On devait signer les étiquettes pour les scellés, j'ai imposé le fait que tant que tout ne serait pas écrit précisément sur les étiquettes, je ne signerais pas. Ça m'a donné un peu de force devant tout leur manège à démonter ton lieu de vie.

C'est un lieu fort, où t'as vécu pas mal d'émotionnel, t'as vécu des trucs forts avec des gens. Et puis j'ai craqué quand ils sont partis. J'ai tellement tenu pendant, tellement de pression, une fois que c'est redescendu, qu'ils sont repartis, tu constates tranquillement l'ampleur des dégâts.

(…)

F., habitant·e de la Maison de résistance depuis plus d'un an

Je n'étais pas là quand ils ont débarqué. On est arrivé·e·s sur place à 6h45 avec des potes. Je me suis senti touchée dans mon coeur. Quand j'ai vu que je pouvais pas rentrer, et contacter les gens que j'aimais à l'intérieur, j'ai pété un câble, je pouvais plus m'arrêter, j'ai eu peur de me taper un outrage. Tu cries, tu reconnais même plus ta voix. Y avait un keuf qui me regardait et me filmait, qui se foutait de ma gueule… j'avais envie de tout péter.

Je pouvais pas m'empêcher d'imaginer des scènes hyper violentes, des scènes de film. Des flics qui débarquent à l'aube alors que les gens dorment encore, simplement ça, c'est tellement violent. Et les flics en train de grouiller dans les pièces si familières de cette maison. J'avais besoin d'être à l'intérieur avec les autres, alors que ça servait pas à grand chose. Je voulais juste sentir leur chaleur.

Et puis, j'ai fini par rentrer dans BZL, voir ces lieux que j'avais imaginés saccagés. Ils l'étaient, mais on était ensemble pour réparer. Les carreaux de la porte de la cuisine avaient été cassés, y avait des bouts de verre par-

C [habitante de Cirfontaines] — La présence policière a changé : quand t'étais pas là y avait pas de flic. Quand t'es venu c'est là qu'on a eu la valse des flics. Et puis un peu la méfiance de certaines personnes du village vis-à-vis de toi…

A [mis en examen] — Un voyou qui arrive dans le village !

C — Un voyou qui est pas plus voyou que ça, au contraire. C'est pas parce que t'es là que je le dis. Tu fais rien de mal, je suis bien contente d'avoir un voisin sympa.

[…]

A — Tu te rappelles de ce qui s'est passé le jour où les flics ont débarqué chez moi ?

C — Moi je les ai pas vus, j'ai juste vu P. qui est arrivé en moto, qui les a vus et qui a eu la très bonne idée de venir à la maison pour me confier ses affaires, son couteau à mouton. Il m'a dit : « Oh je le laisse », parce qu'il voulait pas être « armé », alors que c'était juste un couteau…

A — On sait qu'ils peuvent faire des procès pour des couteaux à la con.

C — Même pour des pelles à tarte, ha ha. J'ai retrouvé l'article l'autre jour, avec sa truelle et son gâteau « Je mange le gâteau avec ». La fois de la perquisition, moi j'ai rien vu… Y avait juste deux flics sous le sapin.

A — Du coup, ça joue d'abord le truc de : « les opposants, c'est pas des

⑨ ET PUIS, LES FLICS, ILS DISENT PAS BONJOUR.

gentils », puis les flics débarquent… Est-ce que ça peut permettre à des gens de dire : « Lui, c'est vraiment un méchant si les flics viennent chez lui » ?

C — Il y en a peut-être qui l'ont pensé, mais moi personnellement non. Pour moi, t'es quelqu'un comme nous, t'es un humain, tu vis ta vie comme tu veux. On vit, comme on veut, on est en république jusqu'à maintenant !

[…]

Ce qui est sûr, c'est que vous êtes moins violents que la police, par rapport aux vidéos que j'ai vues du bois Lejus, c'est quand même la guerre. Vous n'avez pas de fusil, vous n'avez rien, heureusement qu'il y a des cailloux dans les champs pour se défendre, vous avez bien raison.

Vous n'êtes pas armés, alors que la police est armée, il y a quand même des éborgnés, il y a quand même Robin qui a perdu un pied. Vous, vous êtes pacifiques dans le fond si on ne vous cherche pas de merde vous ne la faites pas. Tu peux prendre les Gilets Jaunes… Vous vous défendez contre l'Andra, c'est bien parce que c'est un poison, il y a eu une enquête que l'Andra envoyait des grands vigiles costauds pour impressionner les gens. Moi, je me suis pas gêné de dire à la bonne femme : « C'est une cocotte minute qu'on va avoir sous les pieds ». Au contraire, on devrait vous faire des révérences de défendre notre territoire et la santé de nos enfants parce qu'après tout, vous vous prenez des coups, des pétards, des balles lacrymogènes et les trois quarts vous n'êtes pas d'ici.
Ils font passer les flics alors qu'on ne les voyait jamais avant. L'Andra, ils ont aussi leur vigie, comme tu dis, qui passe. Ils ont des sous, parce qu'ils ont des belles bagnoles. Les deux Duster blancs, un 4x4 blanc, un gros Range Rover… Ils ont des sales gueules ceux-là ! On m'a dit que c'était des anciens militaires, des mercenaires, je sais pas quoi. Il ont vraiment des sales tronches. Même ceux qui passent dans le 4x4 noir banalisé. Et puis, ils disent pas bonjour. Y en a quand même une paire qui nous font des grands saluts. En tout cas à nous, peut-être pas à toi…

Un jour, on jouait à un, deux, trois, soleil puis passent les flics en Range Rover. Ils s'arrêtent. G. leur dit bonjour. Je leur dis : « Vous venez jouer avec nous à un, deux, trois, soleil ? » Ils sont restés peut être un quart d'heure. Il me dit : « On passe notre temps comme ça, on tourne ». Ils nous avaient arrêtés un quart d'heure, ça leur avait fait du bien de parler. Ils venaient de Paris, ils étaient là pour trois semaines. Ils se font chier… Mais ils ont pas voulu venir jouer à un, deux, trois, soleil quand même !

[…]



15 C'EST L'ÉTAT POLICIER QUI S'INVITE DANS TON LIT

Le 20 septembre 2017, à 6h du matin, les gendarmes perquisitionnent plusieurs lieux de vie des opposant·e·s à Cigéo, dont la Maison de résistance, au cœur du village de Bure. Les témoignages qui suivent ont été publiés — avec d'autres — à la fin de de cette longue journée. Ils restituent un peu de l'expérience commune, comme on range une cuisine ou un atelier dévasté, morceau par morceau, avec patience. Parce qu'on vit là.



Une opération comme ça, ça te laisse très peu de temps pour agir, c'est impressionnant, d'un coup tu te réveilles, tu te retrouves dans l'urgence, t'es dans la mezzanine, dans le dortoir, chez toi, et tu te retrouves au milieu des keufs. Tu te rends compte que t'es la seule personne à pouvoir intervenir légalement, en tant que personne de la collégiale. C'est dur de réussir à verbaliser et imposer les choses aux flics. J'ai demandé plusieurs fois : « Comment ça se passe ? Est-ce que c'est une perquisition ? » C'est resté lettre morte.

La première chose qu'ils ont fait, c'est de prendre le contrôle de toute la maison. Ils ont forcé la porte de l'atelier, la porte de la grange, celle de la cuisine. Ça s'est passé très rapidement, en dix minutes c'était bouclé, toutes les pièces étaient remplies. T'es submergé·e par les gendarmes de

Parfois on se faisaient contrôler juste devant la porte de notre logement, parfois les gendarmes mobiles tentaient d'entrer dans le jardin pour nous contrôler ou rentraient dans le bâtiment.

Lors d'un contrôle en voiture, les gendarmes mobiles sont arrivés face à nous, et se sont déportés sur notre voie pour nous arrêter, et sont sortis de la voiture, arme à feu à la main, en nous braquant. Le tout sans gyrophare, ni signaux lumineux.

Les gendarmes mobiles passent au ralenti environ dix fois par jours devant chez moi, ils regardent par la fenêtre de mon logement et parfois la nuit ils éclairent les fenêtres.

Une fois, j'ai été poursuivie par la jeep des gendarmes mobiles, à travers les champs, je courais et la jeep cassait les barbelés entre les champs. À bout de souffle, je me suis arrêtée et les gendarmes mobiles ont fait un dérapage dans le champ juste devant moi, sont sortis avec leurs armes à feu pointées sur moi, en m'ordonnant de mettre mes mains sur ma tête, puis m'ont fait une clef de bras pour me ramener sur le chemin et m'ont fait patienter trente minutes sous le soleil, le temps qu'un officier de police arrive pour confirmer mon identité. Pendant ce temps, ils ont vu une autre personne prendre le chemin de l'autre côté du champ et entrer dans le bois de Luméville ; ils ont donc envoyé onze voitures pour traquer cette personne afin de la contrôler.

*

De temps en temps, quand on se balade, les gendarmes viennent à côté de nous et roulent à la même vitesse que nous, nous posent des questions et si on répond pas à leurs questions ou que les réponses ne leurs conviennent pas, on se fait emmener en contrôle d'identité.

Une personne s'est faite contrôler juste devant la maison. Elle était assise au soleil sur le muret, et recousait un vêtement ; lors du contrôle, les gendarmes ont pris son nécessaire de couture et ne lui ont jamais rendu (une plainte a été déposée).

Une habitante de Mandres-en-Barrois

10

Je suis une des personnes qui a été inculpée dans cette association de malfaiteurs qui touche la lutte à Bure. Lorsque j'ai été « mis·e en examen », j'étais déjà incarcéré·e, pour des faits similaires (détention de fumigènes) à la prison de Fleury-Mérogis. On est venu me chercher un matin, en m'expliquant que j'avais un procès, ce que je ne comprenais pas au départ, car mon procès était déjà fini : je purgeais déjà une peine, j'étais censé·e sortir au mois de septembre, et là, on venait me voir pour me dire : « tu as un procès »...

Comme une chape de béton qui me tombe dessus

Je descends dans les geôles : imaginez-vous une cellule d'environ un mètre cinquante de large sur deux mètres de long et trois quarts d'heure après, on me dit : « Va falloir que tu attendes les enquêteurs. » Les enquêteurs... Comment ça ? Je comprends pas, il y a une demi-heure, on me dit que c'est un procès, et là on me parle des enquêteurs. Je demande à avoir mon avocat au téléphone, on me dit : « Plus tard, tu verras avec les enquêteurs. »

UN GROS CHOC

Les enquêteurs arrivent, ils me disent que je suis en garde à vue pour les faits de détention et transport de produits explosifs incendiaires suite à des manifestations qui se sont passées à Bure et ses alentours. Là, je comprends pas... Je demande à voir mon avocat, Étienne Ambroselli ; on me dit : « Tu verras ça quand tu seras au commissariat de Fleury-Mérogis ». D'accord. J'arrive au commissariat de Fleury-Mérogis, les « gengens » tout fiers avaient apporté un petit cadeau à leurs collègues : des madeleines de Commercy. Je demande encore mon avocat et on me dit : « Non, c'est pas possible, il est en garde à vue pour la même affaire. » Et là, c'est un gros choc, je comprends pas ce qui se passe.

Je re-demande à avoir une autre avocate, je la nomme, et on me dit qu'elle ne peut pas se déplacer, et que j'aurai droit à une conversation privée avec elle quand je serai arrivé·e à la gendarmerie de Revigny-sur-Ornain, tout en sachant que cet appel se ferait avec le portable de service du 'gengens' : à quel moment c'est « privé » ça ?

Arrivé là-haut, l'enquêteur téléphone au juge Le Fur, qui lui m'interdit de contacter mon avocate, de peur que je lui dévoile certaines choses concernant le dossier. Ils m'ont empêché de contacter Alice Becker, et comme elle ne pouvait pas se déplacer, les enquêteurs m'ont proposé un·e commis·e d'office, chose que j'ai refusé·e : j'ai déjà du mal à faire confiance aux avocats et avocates… J'ai donc décidé de m'en passer, j'ai fait toute ma garde à vue – à peu près trois jours – sans avocat.

(…)

ON VIENT T'ARRACHER AUX PERSONNES QUE TU AIMES

À la fin de ma garde à vue, je passe devant le juge d'instruction Kevin Le Fur, qui m'accuse de détention en bande organisée de substances ou produits incendiaires ou explosifs pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes.

Il me semble qu'ensuite j'ai vu la juge des libertés, mais c'est un peu flou, car j'étais complètement vanné·e. Elle m'a signifié mon contrôle judiciaire en m'expliquant que j'allais être interdit·e de Meuse et Haute-Marne, interdit·e d'entrer en contact avec les autres inculpé·e·s, de sortir du territoire français, obligation de pointer, de trouver un travail, un logement stable (ça, je l'avais déjà), obligation de voir le SPIP [service pénitentiaire d'insertion et de probation] tous les mois. Et là, c'est une chape de béton qui me tombe dessus. On m'interdit de vivre à l'endroit où j'ai envie de vivre, à la Maison de résistance ; et c'est même pas seulement la Maison, c'est la Meuse quoi ! Moi qui ai un rapport tellement fort à ce département qu'est la Meuse… J'étais à trois mois de ma sortie de prison, et on me dit : « Non, en septembre, tu as un contrôle judiciaire, et tu ne peux pas rentrer chez toi, tu ne peux pas voir les personnes avec lesquelles tu as vécu énormément de choses. » C'est comme si on venait t'arracher du jour au lendemain aux personnes que tu aimes.

Sur le coup c'était incompréhensible. Eh oui, c'était plus fort que moi, hein, je pouvais pas… Déjà car la justice, en soi, ne représente rien à mes yeux : si je peux pas me juger moi-même, personne ne peut me juger. Et à partir de là… il y a des risques, je les connais, je les prends, simplement car la justice ne peut pas m'interdire l'endroit où j'ai envie de vivre, avec les personnes avec lesquelles j'ai envie de vivre. J'ai donc pris le risque de me soustraire à ce contrôle judiciaire, et je ne regrette pas.

(…)

PLUS QUE DE LUTTER, HABITER CE TERRITOIRE

À ma sortie de prison, je retourne donc à la Maison, quoiqu'il en coûte… Sauf que tout avait changé. Surtout, la peur des contrôles. Je regrette rien, sauf que j'étais en totale parano, ça ne se voyait peut-être pas, mais tout le temps, j'avais peur de regarder derrière moi. Mes déplacements… Je ne me déplaçais plus en dehors de la maison, sauf en pleine nuit ou à pied.

DE TEMPS EN TEMPS QUAND ON SE BALADE…

14

Nous étions en voiture entre Mandres et Luméville, une voiture de gendarmes nous fait nous arrêter sur le côté de la route. Le gendarme qui vient à la fenêtre du conducteur demande à avoir les papiers de tout le monde et à fouiller la voiture. La conductrice donne les siens, les papiers de la voiture, et demande à voir la réquisition qui leur permet d'avoir l'accès à la voiture et aux papiers des passagers. Le gendarme prend les papiers donnés et dit qu'il va chercher la réquisition… En fait, il est parti demander du renfort. 15 minutes après, deux autres véhicules arrivent, ce qui fait une dizaine de gendarmes pour quatre personnes ne montrant pas d'agressivité. Les gendarmes se regroupent 2 minutes, et puis viennent tous d'un coup sur la voiture. Ils ouvrent les portières et tirent les personnes de force hors de la voiture. Ils plaquent une personne au sol, en prennent une autre par la gorge, moi j'ai reçu un coup sur le tibia et j'ai été projetée contre la carrosserie, mains bloquées dans le dos. Seule la conductrice n'a pas été sortie de force.

Ils nous emmènent dans des véhicules séparés, nous disant qu'on est en garde à vue, sans nous dire pourquoi, sans présence d'officier de police judiciaire, et en nous insultant. Avant qu'on ne démarre j'entends une des autres personnes demander à ce qu'ils arrêtent de le frapper. Un gendarme a rendu les papiers de la voiture à la conductrice avant de la laisser là, seule avec la voiture.

Arrivée au commissariat à Void [40 min environ de Mandres], je suis mise en sous-vêtements et fouillée. Puis un officier de police judiciaire prend le relais pour me dire que je suis en vérification d'identité. Je lui dis ce qui vient de se passer, il me répond que je ne peux rien dire parce que je ne suis pas en garde à vue. Comme les autres, je suis libérée quelques heures après, avec des bleus un peu partout.

*

Durant l'année 2019, j'ai été de une à trois fois par mois en vérification d'identité, à divers commissariats de la région. Les gendarmes mobiles ne demandaient même pas si on avait des papiers avant de nous embarquer. Du coup, au bout d'un moment, les gendarmes régionaux finissaient par « réprimander » les gendarmes mobiles, et pas mal d'officiers de police judiciaire m'appelaient par mon nom quand les gendarmes mobiles me livraient.



C'est pas un regret hein, en aucun cas je regrette de m'être mis moi-même cette pression vis-à-vis de la répression, c'était totalement réfléchi ; simplement, j'étais comme assigné à domicile, je pouvais plus rien faire. J'ai plusieurs fois expliqué que pour ma part, c'est crucial de lutter contre ce projet, et de préserver cette terre qu'est la Meuse et la Haute Marne ; pour moi, le plus important, c'est pas de lutter contre un projet ; enfin, on se doit de le faire, mais ma priorité personnelle, c'est d'habiter ce territoire.

Je connais la Meuse depuis l'âge de 10 ans ; à 10 ans, on m'a expliqué ce que c'était le nucléaire, et qu'il allait y avoir un projet de laboratoire de recherche ; et à l'époque, je savais pas ce que c'était. J'ai découvert la Meuse mais je ne suis pas allé directement à Bure ; je l'ai visitée, j'ai vu ce que c'était, et j'ai surtout appris ce qui s'était passé pendant la Première Guerre Mondiale, et tout ce qui en a découlé. Et pour moi, c'est une terre qui a tellement été meurtrie, que j'ai eu envie d'y habiter et d'y faire des choses, pas simplement lutter. C'est plus de vivre en Meuse que de lutter qui m'importe.



Donc à cette époque, malgré ma parano, je suis aux anges... c'est assez paradoxal mais : je suis à la Maison, je suis chez moi, je fais vivre cette maison, et à mes yeux c'est ce qui était le plus important. C'était même pas de faire des balades dans le bois Lejus, ou ne serait-ce qu'aller me promener à Montiers, Biencourt... Non, je voulais simplement participer à la vie collective de la maison et me rendre utile, créer des choses, continuer de créer la lutte, la vie ; pour moi, c'est juste ce que je voulais, c'est tout.

Plusieurs personnes me disaient : « Mais qu'est-ce que tu fous là, tu risques gros. » Oui je le sais, je l'avais accepté. Du coup c'était un peu compliqué de les rassurer alors que je savais, et dans ma tête c'était clair et net que j'allais me faire chopper un jour ou l'autre, j'y avais déjà réfléchi. Parce que lorsque j'étais sorti·e de garde à vue et que j'avais vu Le Fur, c'était déjà clair. Lorsque j'étais dans la voiture

du retour et qu'on me ramenait à Fleury, j'avais déjà pris cette décision que je retournerai à la maison, quoi qu'il en coûte.

Une instruction pour association de malfaiteurs ou bande organisée, c'est lourd, ça prend des années, on l'a bien vu ; là, ça fait plus de trois ans… Les contrôles judiciaires sont enfin levés mais partiellement, pas pour tout le monde : je suis encore bloqué·e, obligé·e de pointer à plus de 500 km de l'endroit où je veux vivre parce que la justice a peur que je me soustraie encore.

(…)

J'AURAIS BIEN APPELÉ LES FLICS MAIS ILS ÉTAIENT DÉJÀ LÀ !

Pendant que j'étais à la Maison, les derniers mois avant de me faire prendre, il y a eu un grand cabaret d'organisé à Mandres. Les copaines de la Maison de Bure me disent qu'ielles veulent aller pour participer aux derniers ateliers, et que si je le voulais, il y avait de la place dans la voiture. Je leur dis que non ; pour différentes raisons, l'une des principales étant qu'il n'y aurait plus personne à la Maison, ne serait-ce que pour accueillir de nouvelles personnes. Mais je leur demande de venir me chercher lorsque le cabaret commencera, c'est à dire à la tombée de la nuit.

J'ai passé mon après-midi à travailler sur un nouveau texte pour le Zirap [atelier régulier de rap], et ma soirée à regarder des séries dans la salle informatique. Vers 22h30-23h, j'entends la porte d'entrée s'ouvrir. Je me dis : « Ça y est, enfin, on y va ! Ielles ont pris leur temps ». Je sors de la salle pour aller à leur rencontre, et je vois dans l'obscurité trois torches éblouissantes, et je distingue formellement des uniformes militaires.

N'en croyant pas mes yeux, je leur crie :« Bordel, mais qu'est-ce que vous foutez là ! C'est privé, cassez-vous d'ici ! » J'aurais bien appelé les flics, mais en l'occurrence, ils étaient déjà là ! Tout en se rapprochant, ils me disent : « Hey, monsieur, ne bougez pas ! ». À ces mots, je claque la porte pour me diriger vers la fenêtre qui par chance était ouverte. Je saute à l'extérieur, je me retourne et je revois les torches. Dans la panique, je prends la direction de l'atelier, pour me rendre compte que j'ai fais une erreur. Je suis coincé·e.

Je monte à l'échelle qui accède à la mezzanine pour aller me planquer derrière une malle. Je me recouvre d'une bâche ou je ne sais quoi, pour ne plus y bouger (bien plus tard je me suis aperçu·e que c'était la malle des costumes d'un futur film tourné à Bure et ses alentours). Quelques secondes plus tard, j'entends les bidasses qui, avec une voix grave et joyeuse (oui, c'est le terme) me disent qu'ils savent que je suis là, que ça ne sert à rien de me cacher. Ils font des commentaires sur le fait qu'il y a du bordel. Ils disent : « Tiens, ce moteur me plaît, je le prendrais bien » ; ou se disent aussi de faire gaffe à différents objets pouvant être des armes lorsqu'ils reviendraient, si jamais il y a une future perquise

à une entreprise que j'avais créée quelques années auparavant, des clés USB et un appareil photo. Le tout d'une valeur presque égale à mon petit salaire du moment, soit 500€. J'avais sauvegardé ailleurs les photos, mais pas les données relatives à mon entreprise : carnet d'adresses, tableur de calcul de mes tarifs, photos de mes produits. Toutes choses que j'aurais aimé retrouver à l'heure de me mettre de nouveau à mon compte.

À quoi sert l'arsenal informatique qui a été déployé dans mon salon si, au final, mes biens personnels sont saisis quand même ? Ni mes clés, ni mon disque dur n'étaient chiffrés et leur examen pouvait être rapide, au vu du peu d'informations contenues. Alors pourquoi m'en priver ? Par précaution ? Pour m'intimider ? Pour être certains de ne pas passer à côté d'informations ? Pour prendre le temps de connaître mon réseau d'ami·e·s, de fréquentations ? Pour connaître mes convictions politiques ? Mes engagements ? Pour ne pas s'embêter, prendre tout et trier plus tard ?

Mais plus que la perte matérielle qui est bien minime par rapport aux saisies effectuées à Bure par exemple, c'est l'injustice et la disproportion qui me choquent. Quelle est la frontière entre saisie et confiscation ? Saisir mon bien, c'est m'en priver, m'en priver sans raisons légitimes, n'est-ce pas m'infliger une peine ? Et quelles seraient ces raisons légitimes ? Faire avancer l'enquête sur un départ de feu dans l'hôtel-restaurant de l'Andra ? Ou sur les dégradations commises sur les grilles de l'écothèque ? Ou sur la manifestation illégale qui s'est tenue à Bure en août 2017 ? À l'heure de la surveillance de masse et de la technopolice, comment ne pas constater rapidement que mon matériel informatique ne recèle rien qui concerne ces trois affaires ?

Je n'ai reçu aucune information à ce sujet et je ne sais pas vraiment comment en demander. Christophe a rempli récemment une demande pour récupérer son matériel saisi et le mien. Nous sommes sans réponse à ce jour.

(…)

Maud Morel

Je ramasse mon sac ainsi que les dernières bribes de lucidité qu'il me reste. J'embrasse Christophe et m'en vais travailler, plus troublée que jamais. J'abandonne mon compagnon à son sort après avoir conduit des personnes armées auprès de lui, je fuis les questions qui pourraient m'être posées. Je me sens lâche en même temps que je suis persuadée que ma présence est risquée pour les personnes vraiment impliquées. Je me sens oppressée, en colère, effrayée, impuissante, muselée.

En écrivant cela, j'ai bien conscience d'avoir subi une perquisition plutôt… tranquille. Pas de menace directe avec leurs armes, pas de violence physique, pas de cris, pas d'insultes. Et je n'ai même pas assisté à la fouille de mon domicile, je n'ai donc pas de souvenirs désagréables à ce sujet.

Mais mon malaise persiste pourtant, il est diffus. J'éprouve encore la sensation d'avoir été envahie jusque dans mon refuge, et sans motif qui me paraisse légitime. Christophe n'est que témoin et je ne suis que sa logeuse. Oui, mon malaise persiste et ma colère grandit. Parce que c'est la crédibilité de ceux qui font appliquer la loi qui est mise à mal. Comment me sentir en paix si la plus petite de mes convictions écologiques ou de celles de mes amis peut amener des personnes armées dans mon salon. À présent, comment faire confiance aux forces de l'ordre et à ceux qui les emploient ? Et si j'ai été autant affectée par cette intrusion, que dire de celles et ceux qui se font passer à tabac, de celles et ceux qui retrouvent leur logement saccagé ? À l'aune de la blessure qui est la mienne, je mesure le drame qu'ils et elles vivent ! J'en ai souvent la nausée.

En rentrant du travail ce jour-là, seul mon bureau vide témoigne ostensiblement de l'événement. J'aspire à retrouver la paix. La réunion de travail était terriblement dure à suivre et la suite de ma journée fut un long tunnel dont je ne voyais pas la fin. J'étais sonnée et pourtant incapable d'en parler ouvertement. Il m'a fallu interagir, donner le change à mes nombreux interlocuteurs, tout en me demandant si je n'avais pas rêvé. En fin de journée, une amie me propose de me confier, voyant que j'étais préoccupée. Je lui en parle mais à demi-mots seulement. Alors, en rentrant chez moi, j'espère m'épargner ces faux-semblants, pleurer de bon cœur dans les bras de Christophe et retrouver mon nid.

Une fois assise dans le canapé, mes yeux se posent sur la bibliothèque ; habituel recours en cas de pensées noires. Mais pas de réconfort cette fois-ci, car chez moi désormais, tout me semble suspect, louche. Je sens soudain un caillot de terre sous mon pied nu, sans doute déposé là par le cran de chaussure de l'un des gendarmes. L'étreinte avec Christophe me fait penser à autre chose mais il faut bien faire le bilan de cette journée. Alors, j'apprends qu'une saisie a été effectuée. En ce qui me concerne : un disque dur rempli de photos personnelles et d'informations relatives

(j'avais envie de leur répondre que dans un atelier, des armes par destination, il y en partout).

Au bout de cinq ou sept minutes, moi, ne voyant rien, eux ne me trouvant pas, j'entends le son des pas montant l'échelle. Restant planqué·e, recroquevillé·e sur moi-même, complètement angoissé·e, je me dis que je n'ai aucune solution de repli, que c'en est fini. Bizarrement, il n'est pas monté sur la mezza, il a dû simplement jeter un coup d'œil. Ils ont dû rester cinq minutes de plus, et sont sortis tout en continuant à discuter.

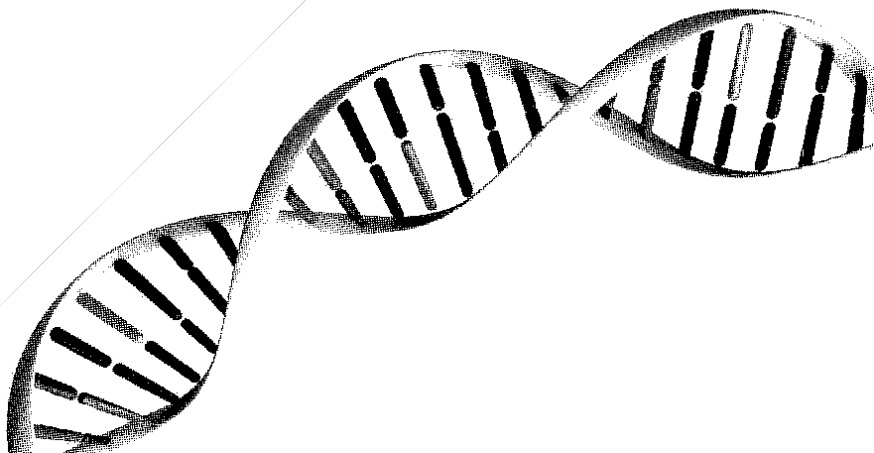
Vingt minutes plus tard je les retrouve, du moins les ré-entends — et bien fort — pour me signaler leur présence. Cette fois ci, dans le sleeping. Ils testaient différents matelas, et toujours à faire des commentaires de merde, du style : « Ce matelas est confortable, je dormirais bien dedans cette nuit » ; « Cette couverture, elle pue, ils ont pas de femmes pour nettoyer. »

Après plus d'un quart d'heure à entendre leurs pas faire des allers-retours dans la pièce, ils sont sortis, et je ne les ai plus entendus parler. Mais il y avait comme des bruits de fond, signe qu'ils étaient encore là, jusqu'à entendre le moteur de la jeep s'allumer du côté de l'église, descendre la rue tout doucement.

J'ai dû rester planqué·e vingt bonnes minutes, à paranoïer, sans savoir s'ils étaient bien partis ou non. M'attendaient-ils dehors ? Je me disais que je ferais peut-être mieux de rester à ne pas bouger jusqu'à l'aube. Je suis descendu·e, tout en faisant attention, car j'étais peut-être tout·e seul·le mais la peur, elle, était toujours là…

(…)

Une personne inculpée



lettre ouverte

11

À toi, mon ami malfaiteur

K., l'un des « malfaiteurs » de Bure, a été arrêté en juillet 2019 à l'occasion d'une brève réoccupation du bois Lejuc, puis immédiatement placé en détention provisoire pour non-respect de son contrôle judicaire.

Cette lettre lui a été écrite le lundi 22 juillet 2019.

Mon ami, sous un arbre fruitier, je t'écris ces quelques lignes ; les oiseaux accompagnent mes mots et une légère brise porte mon esprit vers toi.

Toi que la « Justice » a décidé d'enfermer quatre longs mois parce que tu n'as pas respecté ton « contrôle judiciaire » : cette sentence avant l'heure qui t'interdit de « paraître dans les départements de Meuse et de Haute-Marne » et qui interdit aussi que je « rentre en relation avec » toi et d'autres de nos ami·e·s.

Pourquoi ces interdits punitifs avant même d'être jugé·e·s ? Car nous serions des présumé·e·s malfaiteurs et malfaitrices — quoique leur loi, soumise à la domination patriarcale, ne féminise pas l'infraction — qui pourrions trafiquer des preuves sur place et même nous entendre sur une version des faits, commis pourtant bien avant nos mises en examen et leur lot d'interdictions. L'absurdité ridicule ne tue pas plus les pourvoyeurs et pourvoyeuses de projets inutiles et imposés que les juges…

Toi, libre comme l'air, malgré les cages dans lesquelles on t'a déjà enfermé depuis l'enfance, tu n'as pas pu t'empêcher de franchir ces barreaux virtuels pour retourner fouler ce sol de Bure dans lequel on veut dissimuler le plus grand dépotoir atomique de notre société.

je demande si je peux le prévenir pour qu'il puisse s'habiller. La main sur son arme, un gendarme me répond que non ; il semble tendu. J'essaie de garder mon calme et j'en oublie ce que je m'étais juré de faire : avant toute chose, demander le motif de leur visite. Établir que je suis chez moi ici. Mais la présence des armes me fait peur, leur regard hautain m'intimide et mon ignorance est grande ! Je ne connais aucun de mes droits !

L'un d'entre eux me demande de les conduire auprès de Christophe. Machinalement, je m'exécute et me dirige vers la chambre, le long du couloir qui me sert aussi de placard à chaussures et d'atelier. Je sens derrière moi la présence imposante des gendarmes dans ce goulot étroit et encombré. Soudain, je me vois en Judas. Non, je ne livrerai pas Christophe. Je m'arrête en chemin, créant un moment de confusion. Je me retourne et je leur dit : « l'appartement est petit, c'est à gauche, allez-y sans moi. » Le gendarme le plus proche de moi me répond que c'est mon appartement, que je suis chez moi. Je ne sais quoi penser du ton poli ou courtois qu'il emploie, créant une forte dissonance avec le contexte dans lequel nous nous trouvons. Je me sens bloquée, acculée dans ce fichu couloir ! Alors, je m'échappe et continue à regrets ma progression vers la chambre. Dans la pénombre, je me presse vers Christophe pour le réveiller. Mais déjà, un gendarme m'ordonne de m'éloigner de lui et appuie sur l'interrupteur, jetant la lumière crue du plafonnier sur la scène.

Tout s'enchaîne assez vite. Christophe enfile un pantalon et l'assemblée se dirige vers mon petit salon qui dispose d'un grand bureau blanc où j'aime dessiner et prendre le thé. Je découvre qu'un des gendarmes est venu avec du matériel informatique qu'il commence à installer sur mon bureau. L'un pousse ceci ou déplace cela. L'autre, toujours engoncé dans son armure, me tend l'une de mes petites tasses à thé, dont la porcelaine est si délicate qu'on pourrait la briser entre le pouce et l'index. Il me demande où il peut la poser, avec cette expression polie que son collègue a pris tout à l'heure. Je lui indique la cuisine et déjà j'entends un autre poser des questions à Christophe, et encore un autre passer un appel, et un autre parler à son confrère. J'ai l'esprit brouillé, j'ai peur de dire ou faire quelque chose qui serait dommageable à Christophe ou à d'autres personnes impliquées dans la lutte contre l'enfouissement de déchets nucléaires à Bure.

J'indique aux gendarmes que je dois partir pour aller travailler, merveilleux prétexte. On me demande où je vais, pour qui je travaille, quand je vais rentrer. On me demande aussi de passer à la gendarmerie de Romans dès mon retour. Je ne suis pas sûre de cela mais je crois qu'on m'indique enfin que Christophe n'est pas impliqué mais cité comme témoin. Témoin, à moitié nu, cueilli au petit matin, dont l'ordinateur personnel est en train d'être scanné par les forces de l'ordre.

sont complètement étrangers. Et pourtant, de façon empirique, je perçois que cet ordre est générateur de violence.

Arrive donc le mois de juin 2018. Christophe habite chez moi depuis près d'un an, c'est mon choix et le sien ; on en est heureux. Mais ça bouge dans la Meuse : grosse manifestation à Bar-le-Duc. Il y a quelques mois de cela, nous avions parlé de la possibilité d'être visités par les enquêteurs dans le cadre de l'information judiciaire mise en place contre les contestataires du projet Cigéo. Parce qu'il semblait que le lien — quoique ténu — de Christophe avec cette lutte, pouvait donner lieu à une telle visite.

À l'époque, j'avais déjà ressenti la peur. Je ne me représentais pas bien ce qu'implique une perquisition, mais l'idée que ma bulle, mon cocon pourrait être occupé par les détenteurs de la force publique m'avait mise dans un profond sentiment d'insécurité. Parallèlement, la possibilité que mon compagnon puisse être inquiété pour ses convictions en faveur d'un monde plus propre et plus juste commençait à faire naître en moi quelque chose de l'ordre de la colère. Je venais à peine de prendre en compte la dimension planétaire et géologique des crises sociales, écologiques et politiques dont je sentais les soubresauts dans ma vie quotidienne. Je venais à peine d'en découvrir certains enjeux et acteurs. J'avais encore du mal à remettre en question tous ces aspects de mon quotidien pour essayer d'y remédier à mon niveau : manger bio, local, éthique, pas emballé, faire du vélo, m'habiller en récupe, voter ou pas, questionner le salariat, m'épiler ou pas, passer aux logiciels libres, porter un soutien-gorge ou pas, apprendre à agir et penser de façon collective et j'en oublie !

(…)

Le terreau de mon angoisse était mûr, les graines semées par la gendarmerie allaient germer facilement. Peur et colère pousseraient en moi comme le nénuphar dans le poumon de Chloé, rendant à mes yeux le monde étroit, la liberté illusoire. Je me lève péniblement et, embrumée de sommeil, je vais à la salle de bain. Ce jour-là, je dois assister à une réunion de travail hors des locaux de l'association. J'ai préparé un sac avec mon ordinateur, et je m'habille en tachant de me réveiller et de penser à l'ordre du jour. Il est presque sept heures. Je sors de la salle de bain pour prendre un petit déjeuner mais l'on sonne à la porte d'entrée, juste à côté de moi. Mon cœur se décroche un peu, je n'ai jamais de visite aussi matinale ; celle-ci annonce très probablement quelque désagréable nouvelle. Je regarde dans l'œilleton et mon cœur achève de se décrocher. Ils sont là. Quatre ou cinq, je ne sais plus. La sonnette retentit de nouveau, je sursaute, déverrouille la porte puis l'ouvre. Ils me semblent grands. L'un d'entre eux porte un gilet pare-balles, plusieurs sont armés. J'aperçois leurs brassards quand ils demandent si Christophe est ici. Je réponds que oui et avec candeur,

Pourquoi prendre ce risque ? Parce que ta conscience te dit qu'il y en a un plus grand encore : celui de la destruction d'une forêt, symbole de la poursuite du projet de méga-poubelle nucléaire et de son monde ; symbole aussi de notre rencontre, de nos rencontres lors de ce fameux été 2016 en lutte joyeuse, belle et tortueuse, tantôt sous les vertes et tumultueuses frondaisons du bois Lejuc, tantôt sous le toit chaleureux de notre grande maison commune, la Maison de résistance, tantôt au gré des souvenirs sur les innombrables sentiers autour de Bure …

Toi que, probablement, jamais je n'aurais croisé sans cette forêt à défendre, tu as eu, encore une fois, cette courageuse énergie d'aller, malgré tout, protéger ces arbres centenaires face au bulldozer destructeur de leur monde et de ses « progrès » mortifères. Ton indocile opiniâtreté force le respect, n'en déplaise aux tristes robes noires.

Elles t'ont mis dans l'ombre, mais c'est moi qui reste dans l'ombre, dans ton ombre. Merci du rayon de soleil que ton sourire et la fragilité de tes larmes m'offre quand on se tombe dans les bras au hasard de retrouvailles…

Mon ami, je t'envoie tout mon soutien, ma rage et mon amitié : je t'aime d'un amour de camarade comme jamais un insignifiant petit juge, aussi acharné soit-il, ne pourra s'en approcher, ni même l'imaginer.

Nous sommes la forêt qui se défend, irradieux et irradieuses esprits de chouettes hiboux que rien, ni personne ne peut enfermer dans une quelconque prison. Tiens bon.

Un·e malfaiteur·trice



« les autorités publiques se livrent à un

12

En juin 2019, la Ligue des droits de l'homme (LDH) publie un rapport où est écrit qu'elle considère, « au vu des éléments qui lui ont été communiqués, que les autorités publiques se livrent à un harcèlement contre les opposants au site d'enfouissement [de Bure], destiné à criminaliser leurs positions et leurs manifestations et qui a pour effet de porter atteinte aux libertés individuelles.»

Plus loin, on lit également : « À cet égard, l'ouverture d'une information du chef d'association de malfaiteurs fait peser sur l'ensemble de ce mouvement une menace injustifiée et de nature à porter atteinte aux libertés d'association, d'expression et de manifestation. [La LDH] relève que le parquet du tribunal de Bar-le-Duc adopte une attitude qui amène à s'interroger sur son impartialité. »

Pour faire ce rapport, la Ligue a envoyé un observateur au tribunal et reçu une cinquantaine de témoignages décrivant méthodiquement les contrôles, la surveillance et le harcèlement subis par les opposant·e·s, les habitant·e·s et les personnes de passage dans les villages autour du projet Cigéo. Les trois témoignages qui suivent sont issus de cette collecte.

Les gendarmes passent toutes les dix minutes devant la Maison, photographiant, filmant les personnes, les plaques d'immatriculation des véhicules. D'où l'exaspération des villageois, des opposants et des soutiens… C'est un village en « état de guerre » permanent.

Lors d'une semaine d'atelier à Mandres-en-Barrois, la semaine du 3 au 10 septembre 2018, les contrôles d'identité étaient systématiques, sur toutes les départementales aux alentours de Bure, de Biencourt-sur-Orge, Ribeaucourt, Mandres-en-Barrois, Luméville-en-Ornois, Cirfondaines, Saudron, etc. Des fourgons, des jeeps, des motards de la gendarmerie, des gendarmes partout, contrôlant tous les véhicules, les passagers, ouvrant les coffres, etc.

Il est six heures du matin, le réveil résonne dans la chambre épurée du modeste appartement que je loue à Romans-sur-Isère. À mes côtés, Christophe semble encore dormir profondément, il est nu. Nous sommes le 20 juin 2018 et l'été a déjà pris ses quartiers. Depuis un an et demi, je travaille pour une association qui œuvre pour la réduction des déchets. C'est mon premier emploi porteur d'une éthique puissante, le premier qui a du sens pour moi. Quelques mois avant mon embauche, j'avais mis un pied dans le maelstrom des questionnements liés à l'écologie, dans son acception la plus large : recherche de réduction des déchets certes, mais également remise en cause des procédés industriels, du marketing, de la grande distribution, des politiques liées à ces questions, des organisations sociales qui en découlent et des systèmes de croyances qui les entretiennent.

Mais il faut bien reconnaître qu'en matière de prises de conscience, je tombe du nid : très peu politisée, sans culture militante, ignorante de l'histoire de la plupart des luttes passées et à l'œuvre aujourd'hui. Pas de manif à mon actif, jamais lu autre chose que l'histoire des puissants écrite par eux-mêmes. Quant aux actions concrètes que j'imagine alors pour m'aligner avec ces convictions nouvelles, j'en mène quelques unes en dilettante. La première est de peser ma poubelle en tenant le journal de la réduction de mes déchets sur un blog. La seconde est de rapporter la liasse de publicités non souhaitées au distributeur local. Enfin, l'embauche dans une ressourcerie confirme un peu plus mon engagement. Ah, et il y a aussi ce méfait, commis en réaction à l'agression publicitaire : un soir, j'ai tagué la photo géante d'un cornet de frites. Ces énormes bâtons de patate — luisants de gras — campaient dans un quartier où la malbouffe s'ajoute à la liste interminable des affronts faits à une population déjà vulnérabilisée par le racisme et la précarité. Cette petite expédition nocturne m'a valu une bonne trouille mais heureusement pour moi, elle est restée impunie.

Alors, prenant à peine la mesure de la complexité des rouages socio-économiques et de leur portée culturelle, je papillonne de découvertes en micro-actions. Nécessairement, je commence à entendre parler des grands chantiers inutiles, coûteux et dangereux, comme celui de Cigéo à Bure.

Mais à ce moment de ma vie, j'ai déjà tant d'autres pistes à explorer que ce domaine n'attire pas tellement mon attention. J'en apprends tout de même un peu plus grâce à Christophe qui soutient d'assez loin, la lutte contre ce projet d'enfouissement de déchets nucléaires. On en parle peu. Le secret protège. J'apprends que moins j'en sais, moins je risque de mettre en danger les écologistes qui travaillent contre la réalisation de ce chantier mortifère. Ma conception du bien et du mal en prend un coup. Être écolo peut donc être dangereux et le danger vient de ceux à qui je confie ma sécurité : les forces de l'ordre. Cet ordre qu'intérieurement je conteste de plus en plus. À cette époque de ma vie, Malatesta, Reclus, Bakounine me

13

COMMENT LA VIOLENCE D'ÉTAT A FAIT IRRUPTION DANS MON SALON

Ce témoignage de Maud Morel a été diffusé, sur internet, dans une version plus longue, au printemps 2020.

Il est reproduit ici avec son accord et celui de Christophe.

Avec une amie venue de Bretagne pour visualiser cette opposition au projet Cigéo, nous nous sommes vues contrôler trois fois en une seule après-midi. Nous avions aussi profité de son séjour pour aller déjeuner au restaurant de l'Andra. Un hôtel-restaurant… qui n'en est pas vraiment un d'après nos constatations. En effet, s'il y a bien une petite salle de restaurant, il semble surtout qu'il s'agisse d'un self d'entreprise ! Nous avons d'ailleurs choisi ce lieu pour déjeuner. Autour de nous : uniquement des employés de l'Andra, portant les badges, des employés, des sous-traitants de passages, des techniciens, secrétaires de l'Andra, et… de très nombreux gendarmes qui se relayaient pour la pause repas. En dehors de mon amie et moi-même, aucun touriste de passage ou simple particulier venant déjeuner. Cela peut sembler anecdotique, mais quand on sait que les journaux avaient fait un gros titre sur l'incendie d'un « restaurant » à Bure, il y a de quoi se questionner sur nombre des communications de l'Andra vers l'extérieur !

Christine D.

Dès lors qu'il y a de l'animation autour de Bure, quand bien même c'est pour un événement complètement privé, le collectif est sous surveillance élevée jusqu'à dispersion des gens. C'était le cas pendant la semaine de septembre. Les véhicules sont suivis pour récupérer les plaques d'immatriculation.

Depuis l'expulsion, dès qu'il se passe un peu des choses, on voit l'hélico. Il y a même un drone qui survole Mandres. Même si on n' a rien à se reprocher, c'est usant. On se sent suspectés en permanence.

Ils ont les P4 (les jeeps militaires) ce qui leur permet de se déplacer sur tout le territoire et en particulier sur les terrains privés, sur les parcelles d'exploitation. Du fait que ça soit tournant (les équipes changent toutes les trois semaines), ils doivent avoir une carte avec les chemins communaux, mais certains n'existent plus. Du coup, ils passent par les zones de culture. Par exemple : pour surveiller un jardin de militants, ils passent par un chemin communal qui est noté sur leur carte mais qui s'arrête en réalité avant de rejoindre la route. À la fin de ce chemin, il y a mes champs. Une fois, les gendarmes (sans doute une nouvelle équipe) ont quand même essayé de forcer le passage jusqu'à la route. Ils se sont plantés, puis un camion est venu les chercher et est passé sur les cultures. J'ai pas de preuve que c'est eux mais j'en suis quasi sûr. Ils ont laissé des grosses traces dans les champs. C'est dur d'avoir les preuves, car en hiver, personne n'y monte à part eux. Et de toute façon, sans vidéo, c'est ma parole contre celle des gendarmes.

En juin 2016, on a été faire un pique-nique dans le bois Lejuc. J'ai prêté ma bétaillère et mon tracteur pour les besoins logistiques. Du fait du début de travaux illégaux, le pique-nique s'est transformé en occupation. J'ai laissé mon tracteur et ma bétaillère devant le bois pendant trois semaines. Lors de l'expulsion, les gendarmes

« harcèlement contre les opposants »

les ont saisis et les ont mis en fourrière. J'ai attendu pendant 16 mois, jusqu'au rendu de mon procès, pour pouvoir les récupérer. En effet, après une série d'auditions, pour complicité d'« installation en réunion sur le terrain d'autrui en vue d'y habiter », j'ai été condamné à 2 mois de prison avec sursis en octobre de l'année suivante.

Jean-Pierre Simon

J'atteste sur l'honneur avoir été victime et témoin de faits graves, d'une violence extrême, commis par les militaires de l'État français, à savoir la gendarmerie mobile, le 15 août 2017, à une manifestation contre le projet Cigéo sur les territoires de Bure et Saudron.

Après avoir copieusement inondé de gaz lacrymogènes les rues et les champs de Saudron et déjà blessé plusieurs manifestants, les gendarmes mobiles ont fait un usage massif sur la manifestation de grenades dites de « désencerclement » ou « assourdissantes », en fait d'armes de guerre contenant de la TNT pouvant mutiler voire tuer.

Nous étions dans un champ vide, à plusieurs kilomètres des laboratoires de l'Andra. Il n'y avait donc rien à protéger. Je n'étais en aucune façon un danger pour les forces de l'ordre. J'étais juste là, à observer de loin, à cent mètres des lignes de gendarmes mobiles quand une grenade GLI-F4 (26g de TNT) que je n'ai pas vue arriver a explosé à coté de mon pied gauche. La chaussure que je portais a fondu sur le coup laissant apparaître non seulement mon pied nu mais plus encore, l'intérieur de mon pied : tendons, os, muscles, orteils, le tout brûlé et en bouillie. Avant que « ma » grenade explose, j'ai été témoin de deux explosions qui m'ont déjà paru terrifiantes sur le coup. La première au niveau du sol, à seulement trois mètres d'un manifestant, la deuxième À HAUTEUR DE TÊTE à seulement cinq mètres de plusieurs manifestants. Si cette deuxième grenade avait explosé sur quelqu'un, il n'y a aucun doute qu'il serait mort à l'heure qu'il est. Pour rappel, l'explosion de ces grenades fait une déflagration d' un mètre de circonférence et outre le fait que les gendarmes mobiles puissent les lancer à la main, il peuvent aussi les tirer, avec le « lanceur Cougar », montées sur des propulseurs de 50, 100 ou 200m. On voit que c'est dans leur conception même que ces armes sont barbares : comment à 50 mais plus encore à 100 ou 200m peut-on prétendre être sûr de ne pas toucher quelqu'un ? C'est impossible. Le 15 août 2017, les gendarmes mobiles, en tirant SUR la manifestation, en l'espace d'une minute, quinze de ces grenades, effectivement jusqu'à 200m d'eux-mêmes ne pouvaient que faire de nombreux blessés, voire des morts. Il y eut, ce jour-là, trente blessés dont quatre graves.

Dans un état de douleur atroce, j'ai été sorti du champ sur un brancard porté par des manifestants. Les explosions continuaient autour de nous. J'ai senti le souffle de l'une d'entre elle alors que nous étions environ à 200m des gendarmes.

J'ai été emmené par les pompiers en urgence au CHRU de Nancy où mon pied a d'abord été vidé et nettoyé du plastique fondu de la chaussure, des éclats de la grenade, des débris d'os et de la bouillie de chair dont il était rempli. Ensuite, les os ont été remis en place ou provisoirement remplacés avec des broches, des prothèses et du ciment. Sur un diamètre de 13 cm et jusqu'à 3cm de profondeur, peau, veines, nerfs et muscles ont été arrachés. Multi-fractures avec déplacements des os et pulvérisation du métatarsien du gros orteil. De nombreux éclats de métal se sont incrustés dans ma jambe droite (certains y sont encore aujourd'hui).

Le seul geste que j'ai reçu de la part du ministère de l'Intérieur suite à cet événement qui a noirci ma vie, fut une visite de deux gendarmes pour un interrogatoire et une perquisition de ma chambre d'hôpital. Aucun dédommagement, aucune excuse d'aucune sorte. « Vous n'aviez pas à être à cette manifestation M. Pagès. »

Robin Pagès

